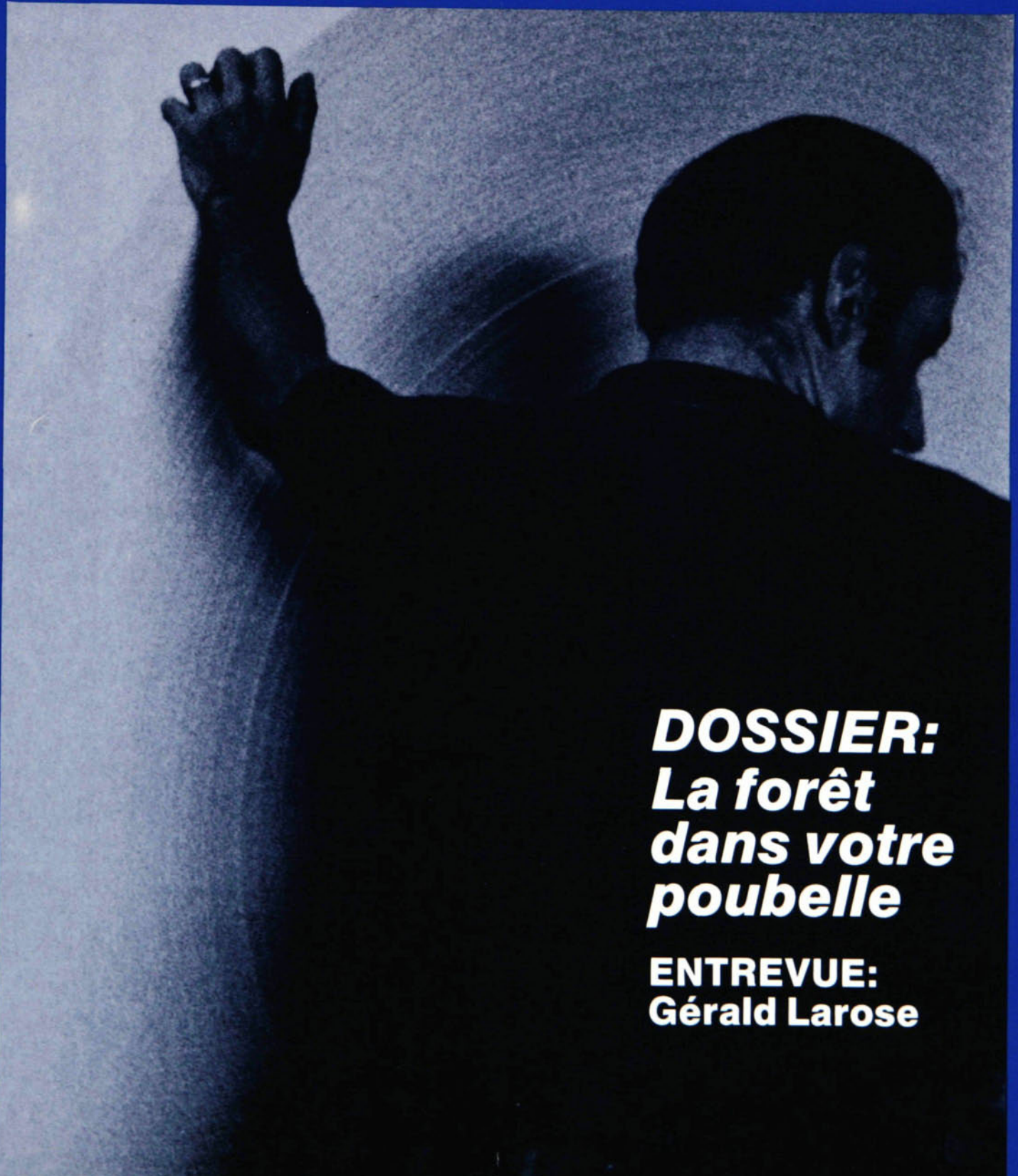


VIE

OUVRIERE



DOSSIER:
*La forêt
dans votre
poubelle*

ENTREVUE:
Gérald Larose

ON NE LOUE PAS QUE DES SALLES

Le 1212 Panet est bien connu. Depuis 13 ans, des milliers de militants et militantes l'ont adopté pour la tenue de leurs congrès, conférences de presse et rencontres...

Mais au Centre St-Pierre, on ne loue pas que des salles. On y offre aussi de la formation en communications et on s'occupe de vos productions audio-visuelles.

Faire du vidéo, réaliser une conférence de presse, découvrir le fonctionnement des médias, voilà quelques-unes des sessions que nous offrons aux organismes.

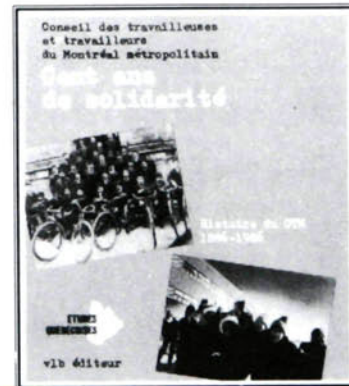


1212, rue Panet
Montréal H2L 2Y7
(514) 524-3561

**Pour préserver nos acquis
gagnés par des générations
d'hommes et de femmes
dont les espoirs,
le combat, les victoires sont racontés
dans l'histoire du**

ctm

En vente dans les librairies et au CTM
2100, Papineau, 2e étage
527.3666



Ne manquez pas, en septembre-octobre

- un dossier sur les droits humains
- un débat sur le développement économique communautaire
- la sexualité des jeunes face aux MTS

UNE INFORMATION BRANCHÉE ET ACCESSIBLE

- Un numéro : 3,00 \$ (2,50 \$ + 0,50 de frais de poste)
- Abonnement d'un an (huit numéros) : 15 \$
- Abonnement de deux ans : 28 \$
- À l'étranger (un an) : 18 \$

Ci-inclus _____ \$ pour _____

Nom _____

Adresse _____

code postal _____

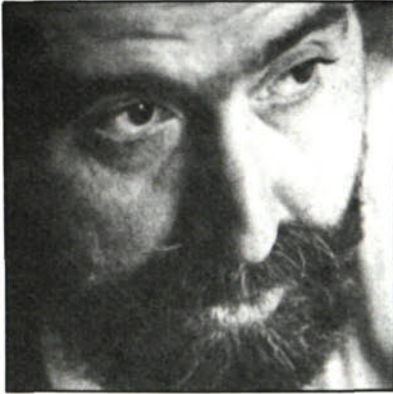
À l'ordre de **Revue Vie Ouvrière.**
1212, rue Panet,
Montréal, Qc. H2L 2Y7
(514) 523-5998

SOMMAIRE

Entrevue 6

Un candidat de la continuité

Quelques semaines avant le congrès qui allait le reconduire à la présidence de la CSN, Martine D'Amours a rencontré un Gérald Larose détendu, prêt à parler des défis du syndicalisme pour les années '90.



Le choc des idées 10

Le RCM, les groupes populaires et l'aménagement urbain

Jusqu'ou une administration municipale progressiste peut-elle tenir compte des revendications des groupes populaires en matière de logement et d'aménagement? Les points de vue de Charles Guindon, du Regroupement Information Logement et de André Lavallée, conseiller municipal du RCM.

Vos lettres 4

Editorial par Gilles Dugal 5

Le Québec en couleurs par Pierre Viau 13

En bref 14

Chronique insolente par Nicole Brais 23

Bande dessinée par Vivian Labrie 23

Le tour du Québec par Jean Forest 27

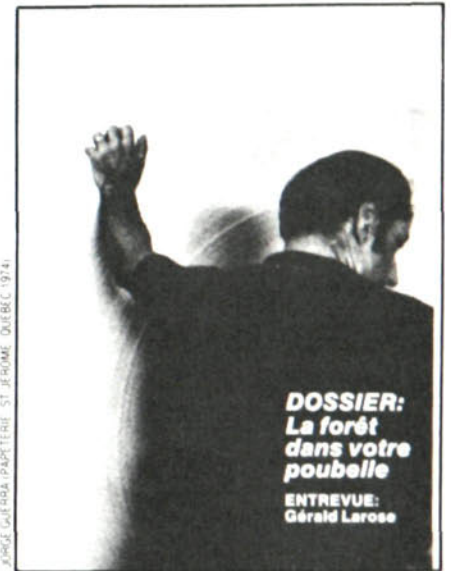
À l'oeil par Henri Lamoureux 34

DOSSIER: 15

LA FORÊT DANS VOTRE POUBELLE

par Martine D'Amours, Raymond Lemieux et Daniel von Siebenthal.

La ressource forestière s'épuise; les sites d'enfouissement débordent; les comptes de taxes augmentent. Le lien entre tout cela? La quantité de matières que nous jetons aux ordures, plutôt que de les récupérer et de les recycler.



MARC GAGNON/REPORTER ST-JEROME QUÉBEC 1974

En mouvements

Palestine: aussi le combat des gens d'ici 24

par Pierre Gaudreau et Jean Tremblay

Deux développements récents de la solidarité Québec-Palestine: la création de la Coalition québécoise pour la paix en Palestine et la déclaration publique d'une centaine de membres de la communauté juive de Montréal.

Des outils contre le libre-échange 26

par Martine D'Amours

Un numéro spécial de l'**Événement** (SCFP) et des sessions de formation organisées par la Coalition québécoise d'opposition au libre-échange.

Vivre en 1988

Journal du Chili 28

par Josée Desrosiers

Le regard d'une jeune Québécoise qui débarque pour la première fois dans un pays du Tiers-monde.

Sur la planète

La paix... pour la jeunesse d'Amérique centrale! 30

par Lorraine Guay

Un an après leur signature par les présidents centro-américains, les Accords de Paix se heurtent à de multiples embûches.

Courant d'Eglises

L'encyclique de la Solidarité 32

par Raymond Levac

La dernière lettre encyclique de Jean-Paul II constitue un appel pressant en faveur d'une solidarité active des peuples du Nord avec ceux du Sud.

Mon voisin et la Loi 101

L'autre jour, mon voisin me disait: «Y avait 50 000 personnes aux cheminées Miron, pi rien que 25 000 à l'affaire d'la Saint-Jean-Baptiss». Cette phrase semblait le rassurer, et rassuré était le ton de sa voix... il y avait même là une résonnance d'hostilité satisfaite. — Etonnant, de la part d'un francophone, d'un Canadien français, d'un Québécois «pure laine». Ç'aurait été moins surprenant venant d'un membre d'Alliance-Québec.

C'est peut-être au moment d'incidents semblables, que les francophones, ou plus exactement, que des francophones du Québec ressentent «l'insécurité culturelle». Mais la langue française d'ici poursuit son chemin parsemé d'incidents «insécurisants»: attaquée qu'elle est de «l'intérieur» par des francophones qui préfèrent parler «joual», «parce que c'est plus facile», qui s'empresent ou qui s'efforcent de parler anglais dès que l'interlocuteur a le moindre accent inaccoutumé ou la peau un peu moins blanche.

Quelle est donc la cause de cette soumission? Quelle est la cause de l'«à plat ventrisme» qui fait qu'au «I don't speak french» correspond «Yes sir» plutôt que «Je ne vous parlerai pas anglais». Malgré sa position rampante, — à cause de la rondeur volumineuse de son ventre, — mon voisin «plane» au-dessus de la question linguistique. Selon lui: «Y a pas d'problèmes. Mon grandpère parlà français, mon père parlà français, pi moé j'su parla bilingue».

Ce que devrait savoir mon voisin, c'est que les «parfaits bilingues» ne courent pas les rues, et qu'ils sont si rares, que je serais surpris d'en avoir un comme voisin. Il serait bon qu'il sache aussi, qu'il vaut mieux être que d'avoir et que

ce n'est pas en abdiquant que l'on existe. Il pourrait aussi savoir que monsieur Herbert Marx aura beau financer les adversaires de la Loi 101, la langue française continuera d'exister, si nous, francophones, le voulons vraiment.

Comme un politicien, ou comme Alliance-Québec, mon voisin sait «faire feu de tout bois». Si cela semble utile à la discussion, il dira: «Dans vingt-cinq ans, dans vingt ans, y aura pu personne qui parlera français, et c'est pas le PQ pi sa Loi 101 qui a changé grand chose».

—Oui! si on le veut bien; dans vingt-cinq ans, au Québec, le français sera devenu «folklorique». —Oui! Si le paradis continue à être situé en Ontario et «aux États». —Oui! Si l'important est d'«avoir», —Oui! Si être ne veut rien dire, et si c'est «plus payant» de ne pas être.

Ainsi, comme monsieur Bourassa ou ses ministres, mon voisin ne «sait où se brancher». Si l'on dit: justice, ils disent légalité. Si l'on dit: légalité, ils disent politique et si l'on dit: politique, ils disent justice. —Ils n'oublient pas les «promesses» électorales; mais tous: les politiciens, mon voisin, mes voisins et moi-même, devons nous rappeler qu'une promesse électorale est bien plus électoraliste que réaliste.

Le dimanche 17 avril 1988, il y avait 50 000 personnes pour voir démolir les cheminées Miron; pendant ce temps, 25 000 défilaient pour «le droit de vivre en français au Québec». En 1980, 40% de la population du Québec «acceptait» d'être, tandis que 60% préférerait avoir. Même si Alliance-Québec sait faire feu de tout bois, «on n'est pas sorti du bois». Et je dois me souvenir qu'«on est toujours le voisin de quelqu'un d'autre»

Guy Marineau
Montréal

Le débat sur la douance

Je lis de plus en plus la revue. Je trouve vos points de vue intéressants et différents. Dans le numéro de janvier-février, je me suis amusée de la chronique insolente et le monde vu d'en bas. Le dossier sur les garderies va me servir. J'aurais une suggestion pour votre chronique: «Le choc des idées»: Le débat sur la douance dans les écoles. Je ne sais plus quoi penser à ce sujet. D'un côté, les directeurs d'école, même la revue *Châtelaine* nous disent que des enfants «doués» moisissent et sont lésés dans l'école actuelle, qu'il faut enfin leur donner plus de moyens. D'un autre côté je me dis que le droit de s'épanouir au maximum appartient à tous les enfants et j'ai bien peur de ces qualificatifs qu'on veut attribuer à certains enfants. Qui sont ces enfants qui sont si doués? Sortent-ils surtout des milieux aisés? Sommes-nous en train de refaire de l'élitisme? Je fais partie d'un comité d'école et d'un comité de parents, dernièrement on nous envoyait un sondage pour voir ce qui se fait sur la douance dans nos écoles. L'association des comités de parents de la région 03 a aussi formé un comité sur la douance et veut trouver des moyens de répondre aux besoins spécifiques de la clientèle d'élèves doués et talentueux?!?

J'aimerais vous lire là dessus

Ginette Plante

VOLUME XXXVII numéro 211.

Vie Ouvrière. Revue fondée en 1951, publiée en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de positions éditoriales n'engagent cependant pas ces organisations. Les articles n'engagent que leur auteur.

Directeur: Gilles Dugal • **Conseil de direction:** Denise Labelle, Louise Lafortune, Réjean Mathieu, Monique Pellerin, Roger Poirier • **Secrétaire à la rédaction:** Martine D'Amours • **Comité de rédaction:** Jean-Guy Casaubon, Normand Comte, René Doré, Isabelle Drolet, Lorraine Guay, Claude Hardy, Raymond Levac, Nicole Brunet, Monique Tremblay • **Membres des sous-comités Jeunes, Femmes, Église, International et collaborations régulières:** Nicole Brais, Laurier Caron, Louis Cinq-Mars, Josée Desrosiers, Sylvie Désautels, Danielle Forest, Jean Forest, Jocelyne Gamache, Pierre Gaudreau, Claude Hardy, Jean-Guy Lacoursière, Diane Lalancette, Henri Lamoureux, Fabien Leboeuf, André Leclerc, Lucie Lépine, Jean Ménard, Normand Picard, Jean Tremblay, Pierre Viau • **Conception visuelle, abonnements, comptabilité:** Yolande Hébert-Azar • **Couverture et graphisme:** Sylvie Daigle • **Bande dessinée:** Vivian Labrie • **Imprimerie:** Payette et Simms • **Photocomposition:** Photocomposition Tréma Inc. • **Distribution:** Diffusion Parallèle, tél. (514) 525-2513 • **Parution:** (8 numéros) • **Abonnement régulier:** 15\$/an. • **de soutien:** 20\$/an, 28\$/2 ans • **à l'étranger:** 18\$/an, • **commande de six abonnements et plus:** 12\$ chacun. Parution #211 au mois de août

Références: Les articles de la revue Vie Ouvrière sont répertoriés dans le répertoire analytique d'articles de revues du Québec (RADAR), de la Bibliothèque nationale du Québec • Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec ISSN 0229-3803. Courrier de deuxième classe, enregistrement no 0220.

Revue Vie Ouvrière, 1212 Panet, Montréal, Qué. H2L 2Y7, tél.: (514) 523-5998.

Que les pollueurs paient

par GILLES DUGAL

Le bilan environnemental identifie des acquis réels depuis dix ans. Entre 1979 et 1987, les innovations technologiques ont permis aux papetières de diminuer de 600 à 273 tonnes la charge de matières en suspension dans leurs effluents. Mais l'heure n'est pas au pavoiement. La lutte pour un Québec vert requiert une coalition des mouvements sociaux avec les groupes environnementaux pour faire payer aux bonnes personnes, et avec leurs fonds, le coût de ce désastre public.

Coûteux et difficiles à contrôler

«L'environnement québécois n'est pas seulement détérioré; même là où il semble en bon état, il est fragile... Le coût total de la pollution (estimation des dommages plus les dépenses de dépollution) se situe vraisemblablement entre trois et cinq milliards par an au Québec, soit environ 600\$ par personne¹. Pollution signifie dépérissement des forêts, dégradation des sols, diminution des pêches récréatives: bref, épuisement de nos ressources naturelles. L'industrie manufacturière, à elle seule, utilise 55% de toute l'eau consommée. Les industries chimiques, métallurgiques et des pâtes et papiers remportent la palme pour leurs effets négatifs sur l'environnement.

En 1988, 2 300 des 12 000 établissements manufacturiers transformant les matières premières du Québec constituent encore une menace pour nos cours d'eau. Trois mille produisent des déchets dangereux et 180 émettent dans l'atmosphère des fumées nocives.

Par exemple, à la mi-mai, la visite de Greenpeace dans la Mauricie a été l'occasion de découvrir l'épaisse mousse beige et brune flottant à la surface de l'eau, à l'intérieur d'un bassin de retenue. Le groupe écologique a pompé l'eau du bassin et l'a rejetée sur les terrains de la Consolidated Bathurst. Par la même occasion, la population a pu apprendre que les cinq usines de papier déversent 200 000

kg de matières polluantes par jour dans le St-Maurice, alors que les 110 000 riverains n'en déposent que 6 750 kg.

Kruger, Pêchinerie et Noranda apportent au Québec leurs capitaux. Avec ces dernières, les compagnies du secteur manufacturier fournissent un emploi sur cinq au Québec. Cette situation les place en position de force face aux autres acteurs économiques. La Noranda a menacé de fermer si le gouvernement la forçait à dépolluer en construisant une usine d'acide sulfurique. La menace a été prise au sérieux. Les péquistes lui ont donné une subvention de 1.5 million \$ pour réduire de moitié ses émanations toxiques et les libéraux ont consenti un prêt de 41 millions \$ pour la même raison.

Des intentions et des pratiques

Dans une déclaration, le 6 juin dernier, le ministre de l'Environnement, M. Clifford Lincoln, révélait les intentions gouvernementales en matière de pollution industrielle: réduire de 75% cette pollution d'ici dix ans dans le cadre d'un plan général applicable par secteur industriel. C'est un projet courageux et à haut risque.

Mais Monsieur le premier ministre, quel est le poids politique de M. Lincoln au Conseil des ministres? A-t-il les ressources financières, l'appui légal et votre volonté politique pour contraindre les pollueurs industriels à payer la note de leur irresponsabilité sociale? Endossez-vous le document d'orientation politique voté par le congrès libéral de février dernier: «Les politiques gouvernementales doivent graduellement amener chaque intervenant à prendre en charge les coûts environnementaux qui découlent de ses activités»... «Pour le Parti libéral du Québec, stratégies économiques et politiques environnementales doivent être indissolublement liées, qu'il s'agisse d'entreprises privées ou d'organismes gouvernementaux». ² Sidbec Dosco ³ est sûrement une erreur de parcours. On ne peut mettre en doute la cohérence gouvernementale

face à ses propres sociétés d'État! N'est-ce pas, M. le premier ministre?

Des luttes efficaces

Des comités de quartier font pression afin de préserver les espaces verts et de créer une ceinture verte sur les voies non utilisées du CP à Montréal. Des syndicats d'hôpitaux, le CLSC Centre-Ville, des syndicats d'enseignantes s'attaquent à la pollution de l'air des tours à bureau et de leurs institutions.

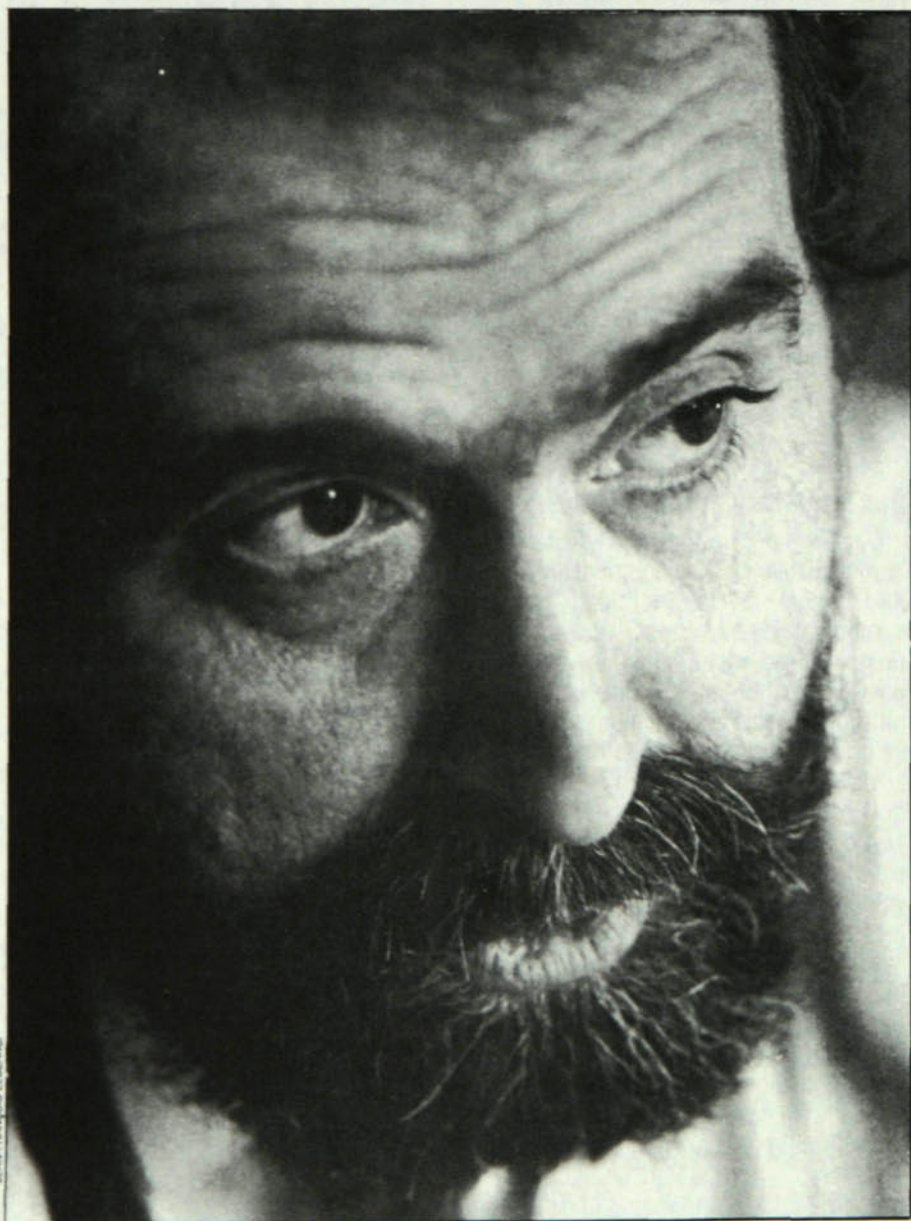
À Valleyfield, le syndicat d'Expro, l'usine d'explosifs impliquée dans le scandale européen des poudres, a une pratique syndicale novatrice. Le syndicat a forcé l'employeur à signer avec le gouvernement un plan d'assainissement des eaux. D'ici cinq ans, la compagnie ne versera plus 40 tonnes d'acide nitrique et sulfurique par jour dans le fleuve. Il a également été convenu que le comité santé-sécurité recevra tout rapport gouvernemental sur l'usine, afin d'éliminer tout danger à la source et d'associer la population à ses luttes en l'informant.

Une approche intégrée du problème de la pollution doit englober l'eau, l'air et le sol mais aussi la population et sa santé. Le public et les groupes de défense doivent être associés à l'examen public des problèmes de rejets industriels et avoir accès à toute étude gouvernementale sur l'environnement. ■

1. **L'environnement au Québec — Un premier bilan** — synthèse publiée par le ministère de l'Environnement, juillet 1988, p. 96 et 90.
2. **S'ouvrir à demain** — document d'orientation politique, préparé par la Commission politique du Parti libéral du Québec, février '88, p. 28.
3. **La Presse** du 17 juin dernier révélait que des inspecteurs du ministère de l'Environnement, entourés de policiers de la Sûreté du Québec ont effectué des perquisitions dans les bureaux de la compagnie d'État pour saisir des documents prouvant le déversement de phénol dans le fleuve aux printemps '87 et '88.



Un candidat de la continuité



JEAN FRANÇOIS LEBLANC

Entrevue avec Gérald Larose, président de la CSN

Gérald Larose est un candidat de la continuité. Organisateur communautaire, actif depuis 20 ans dans le mouvement étudiant, populaire, puis syndical, président du Conseil central de Montréal de 1979 à 1982 et de la CSN depuis 1983, il affirme que ni ces deux décennies, ni ces postes occupés successivement ne l'ont changé: «il y a des essentiels, dit-il, à côté desquels je n'ai jamais pu passer».

Quelques semaines avant le congrès qui, fin juin, allait le reconduire à la présidence de la CSN pour un troisième mandat, nous avons rencontré un Gérald Larose détendu, prêt à parler des défis du syndicalisme pour les années '90, à revenir sur le douloureux «épisode» Sûreté du Québec, à se compromettre sur les nouveaux enjeux: plein emploi, travail précaire, désir accru des travailleuses et travailleurs d'avoir prise sur le contenu de leur travail. Invité à évaluer le travail accompli durant les deux dernières années, Gérald était particulièrement heureux d'avoir contribué à ressouder les thématiques syndicales aux grandes questions sociales: libre-échange, politique de santé, fiscalité, équité salariale pour les femmes...

propos recueillis par Martine D'AMOURS

RVO: Gérald Larose a-t-il changé, depuis l'époque où, dans la deuxième moitié des années '70, il était organisateur communautaire au CLSC Hochelaga-Maisonneuve?

G. Larose: Depuis 20 ans, j'ai changé de lieu et d'activité mais je pense n'avoir pas changé sur les objectifs fondamentaux, sur les fibres qui me font vivre. Parfois, je me questionne: est-il normal de travailler toujours à peu près pour les mêmes objectifs? Mais il y a des essentiels à côté desquels je n'ai jamais été capable de passer... peut-être parce que je n'ai jamais été placé en situation de prendre d'autres options.

Même le fait d'occuper maintenant un poste davantage public ne m'a jamais amené à changer mes goûts quotidiens. Je me sens toujours à l'aise avec les mêmes gens, et mal à l'aise à peu près toujours avec les mêmes aussi.

RVO: Quels seraient ces «essentiels» à côté desquels vous n'avez jamais pu passer?

G. Larose: Je parlerais d'abord d'un objectif d'équité, de non-discrimination et de respect fondamental des personnes humaines.

Ensuite, je serai toujours mû par la conviction que c'est par l'action collective qu'on peut espérer mieux répartir la richesse. Personne ne me fera croire qu'un meilleur partage de la richesse sera le fait d'une personne... la réalité témoigne plutôt de ce que ce sont des associations de toutes sortes — de loisirs, de consommation, coopératives, syndicales — qui forcent une répartition plus équitable des richesses. De toutes les richesses, pas seulement la richesse économique, mais aussi la richesse culturelle, environnementale, la richesse du loisir, du temps qui passe, de l'espace qui est beau...

Enfin, j'ai toujours cru que l'activité humaine repose sur trois fondements: les pieds, le coeur, la tête. Les pieds correspondent à l'activité économique, à la production; le coeur réfère à la sphère politique, aux rapports humains et sociaux, à l'organisation, à l'échange, au partage; la tête représente tout le domaine de la culture, de l'analyse, de la création.

RVO: Si on suit votre logique, en arriverait-on à la conclusion que vous êtes en désaccord avec les situations

dans lesquelles des personnes sont réduites à leur seule activité de production?

G. Larose: Exactement. La monstrosité sociale, c'est que des gens soient réduits, ou se réduisent, à une seule dimension. Rriver des gens à des machines, les réduire strictement à une activité de production qui définit tout le reste de leur vie, c'est rendre ces gens esclaves, les abaisser, les éclopier de façon dramatique. À l'inverse, je ne trouve pas davantage intéressant que des gens ne produisent jamais de leurs mains, ne soient jamais en situation de partager avec d'autres et se réfugient uniquement dans une activité cérébrale, d'analyse et d'abstraction.

Quand j'étais étudiant, je passais les quatre mois d'été à travailler comme prospecteur. C'était extraordinaire pour moi de pouvoir produire de mes mains, d'être proche de la nature... Le reste de l'année, je faisais des études, mais j'étais aussi militant, et tout l'aspect du coeur, du politique, des rapports sociaux, passait dans cette activité militante. Dès lors, je me suis dit que je devrais toujours organiser ma vie pour pouvoir, à la fois, travailler de mes mains, réfléchir/élaborer/analyser/comprendre et vivre en harmonie avec d'autres, partager, aimer, être partie prenante des rapports humains et sociaux.

Dans la période actuelle, j'ai toujours une certaine activité manuelle, même si c'est la portion restreinte. Je vis comme une espèce d'enflure de l'aspect politique et social: toujours en train de discuter, de rassembler, d'organiser du monde. Je fais aussi pas mal d'analyse, mais toujours sur des situations concrètes; j'ai peu de temps pour m'abstraire, pour être gratuit dans la réflexion. Bref, ma fonction ne me permet pas de vivre complètement l'équilibre que je souhaiterais.

RVO: Dans son livre «Nouvelles frontières pour le syndicalisme», Edmond Maire, le président de la CFDT, une centrale syndicale qu'on pourrait décrire comme la petite cousine française de la CSN, dit en substance ceci: si le syndicalisme ne se réajuste pas face aux mutations actuelles (changements technologiques, éclatement du salariat, développement d'une société duale), il risque de se réduire à n'être que le groupe de pression des salariés les mieux placés. Comment

réagissez-vous face à une telle affirmation?

G. Larose: J'avoue avoir un peu de difficulté à comprendre le Maire des 4-5 dernières années, particulièrement en regard d'un énoncé comme celui-là. J'observe par exemple que ceux et celles qui viennent se syndiquer à la CSN sont de petits salariés, provenant massivement du secteur tertiaire, commerce, hôtellerie etc. Et ceux et celles qui nous quittent sont des gens qui ont mené des batailles importantes et ont amélioré leur sort, par eux-mêmes et surtout en solidarité avec notre organisation, et voilà que, pour différentes raisons, ils quittent... Donc, le syndicalisme québécois, celui de la CSN en particulier, n'est pas le syndicalisme des mieux payés.

RVO: Je crois qu'Edmond Maire parlait des syndiqués les mieux placés, pas nécessairement les mieux rémunérés mais les plus stables...

G. Larose: On observe un déclin des secteurs soi-disant stables antérieurement: tout le secteur manufacturier est en profondes transformations mais surtout en déclin, alors que l'explosion se produit du côté des services...

Une de nos limites comme syndicalisme vient du fait que les secteurs en expansion se développent avec des caractéristiques bien différentes des vieux secteurs: de petites unités, du travail précaire, des semaines non complètes. Or notre régime de relations de travail nous impose de recueillir une volonté majoritaire dans les unités de travail. Quand on cherche à syndiquer de petites unités, on est confrontés à deux types de problèmes. Le premier est de l'ordre de la concurrence: tu ne peux pas syndiquer une seule pharmacie sur un territoire et espérer améliorer les conditions de travail des employé-e-s sans mettre cette pharmacie en difficulté. Le second est lié au fait que notre code du travail nous oblige à syndiquer ces petites entreprises une par une. Il faut avoir l'honnêteté de dire aux personnes qui demandent de se syndiquer chez nous si les conditions concrètes permettront ou non d'améliorer leur sort: si les concurrents ne sont pas syndiqués, si l'employeur a les moyens de transférer sa production ailleurs du jour au lendemain... cela augure assez mal.



MARTINE D'AMOURS

Gérald et son épouse Marie-Rose à la manifestation de protestation suite à la mort du jeune Anthony Griffin

Si le mouvement syndical québécois réclame des règles qui permettraient de syndiquer plusieurs petites unités en même temps, c'est justement parce que les règles actuelles ne sont plus adaptées aux caractéristiques des secteurs en expansion.

RVO: Mais le syndicalisme n'a-t-il pas quelques coups de barre à donner pour s'ajuster aux nouvelles façons dont le travail se crée? Je veux parler notamment du travail précaire...

G. Larose: Pendant longtemps, le syndicalisme n'appartenait qu'à ceux qui étaient rivés à l'entreprise. C'était clair; il y avait même des cas où seuls les permanents pouvaient voter sur les moyens de pression. Quand le travail précaire s'est développé de façon massive dans certains secteurs, par exemple dans les hôpitaux, les syndicats ont été obligés d'en tenir compte et un certain nombre ont, par exemple, intégré dans leurs revendications l'octroi d'avantages sociaux proportionnels au temps travaillé. Dans d'autres secteurs, par exemple dans l'enseignement, on a assisté à la création de syndicats formés uniquement de chargé-e-s de cours. On a fait des bouts de chemin là-dessus.

Mais là où on éprouve des difficultés,

c'est quand des secteurs entiers se développent exclusivement sous des formes précaires. Je pense ici à toutes les boîtes de consultants, aux maisons de communications qui ne fonctionnent qu'à la pige ou à contrats. Je m'interroge souvent sur les moyens de développer une expertise syndicale dans ces secteurs, quand notre seule règle pour y entrer demeure la nécessité d'aller chercher une volonté majoritaire...

RVO: Quelles seraient les pistes à développer pour le syndicalisme des années 1990?

G. Larose: Le mot est peut-être un peu fort, mais je dirais que nous devons nous «convertir» à l'objectif du plein emploi. C'est un objectif complexe: des emplois pour tout le monde, des emplois bien rémunérés, de qualité, exercés dans des conditions potables ne peuvent pas être le produit d'une décision, d'un décret. Seule la volonté de tous les groupes sociaux peut contraindre les pouvoirs publics à travailler pour concrétiser cet objectif.

La réalisation du plein emploi ne pose même pas un problème d'argent! Au Canada et au Québec, nous mettons dans les divers programmes sociaux — assurance-chômage, aide sociale, développement de l'entreprise, développe-

ment régional etc. — proportionnellement les mêmes sommes que la Norvège, la Suède, l'Autriche. Mais à la différence de ces pays, qui ont des taux de chômage de 2-2,5%, nous battons des records de 8,9, 10% et même plus dans certaines régions.

Je crois donc que les organisations syndicales doivent d'abord travailler au quotidien pour démontrer à l'ensemble des groupes sociaux que le plein emploi n'est pas une utopie mais un objectif atteignable.

Ensuite, elles doivent occuper tous les lieux susceptibles de faire progresser sa réalisation. Ainsi, la CSN et ses conseils centraux veulent être présents dans les lieux de décisions économiques régionaux, — par exemple les Conseils régionaux de développement, les Comités de suivi de Sommet économique etc. — et travailler à ce que l'objectif du plein emploi devienne une préoccupation majeure dans chacune des régions et pour tous les partenaires d'une région.

Également, au plan local, une politique de plein emploi passe nécessairement par une information et une implication des salarié-e-s et des organisations syndicales. Depuis 1984, la CSN travaille pour la transparence économique et le droit à l'information au sein des établissements et des entreprises. Les employeurs sont extrêmement réticents à cela: quand ils ouvrent les livres, c'est qu'ils sont au bord du gouffre. Or, si les travailleuses et travailleurs et leurs syndicats avaient accès aux livres, s'ils pouvaient mieux comprendre l'organisation concrète des choix et des priorités à l'intérieur des établissements, ils pourraient exprimer peut-être un certain nombre de désaccords et surtout ajuster leurs demandes aux réalités. Personne ne mettrait de l'avant des revendications pour, en bout de ligne, perdre sa job: les gens prendraient des décisions qui vont dans le sens de préserver et de consolider leur emploi.

RVO: Les gens peuvent certainement prendre des décisions en fonction de préserver leur emploi, mais qu'est-ce qui assure qu'ils auront le souci d'en créer d'autres?

G. Larose: La meilleure façon de préserver ta job, c'est d'en créer d'autres. À l'inverse, sans une préoccupation d'élargir l'emploi de ton entreprise, tu risques

de voir ta job compromise par des modifications extérieures (changements technologiques, changements des conditions de marché).

RVO: Cet enjeu est-il perçu par beaucoup de monde à l'intérieur de la CSN?

G. Larose: Il y a une sensibilité de plus en plus grande là-dessus. Quand les mécaniciens de la STRSM ont opté pour la réduction du temps de travail, ça a créé 16 jobs. Quand, dans d'autres secteurs, les gens s'interdisent le temps supplémentaire ou le reprennent en temps, ça crée aussi des emplois.

Un autre débat s'amorce chez nous, qui concerne la qualité des produits et des services, comme garantie de maintien et de développement de l'emploi. Nous savons que certaines entreprises et certains établissements produisent vite fait, mais mal fait. Mais nous savons aussi qu'on ne prend pas deux fois le consommateur et qu'il n'y a pas de garantie de continuité d'emploi dans ces conditions. Les syndicats ont donc intérêt à s'impliquer dans la qualité de la production, pour cette raison et aussi parce que les travailleurs et les travailleuses voient leur production comme un reflet de ce qu'ils sont ou de ce qu'ils veulent être...

RVO: Comment réagissez-vous par rapport aux nouvelles sensibilités qui s'expriment chez des travailleurs et des travailleuses: l'intérêt par rapport au contenu du travail, le respect de l'autonomie professionnelle. Les enseignants qui veulent quitter la CSN ne se sentent pas suffisamment compris sur ces questions...

G. Larose: Je pense qu'on s'est toujours intéressés aux facteurs d'autonomie, de créativité au travail, mais qu'on a rarement devancé les préoccupations en cette matière. On s'est trop souvent laissés enfermer dans une logique qui limite l'action syndicale aux conditions salariales et aux conditions de travail. Tout ce qui s'appelait choix des produits, choix des procédés, matières premières, rayonnement sur le marché, c'était le patron qui décidait ça.

Je crois qu'il reste une bataille à mener pour «élargir le champ du négociable» et faire en sorte que le syndicat puisse avoir prise sur l'ensemble du processus. Mais certains ont déjà commencé, par exem-

ple le syndicat d'Expro qui veut inclure dans sa convention des clauses de protection de l'environnement. Autre exemple: la CSN et sa Fédération nationale des Communications organisent fin septembre un colloque international sur la protection des sources journalistiques. Cela témoigne quand même d'un intérêt syndical à débattre des questions d'ordre professionnel...

RVO: Quelles ont été, à l'interne, les conséquences du douloureux «épisode Sécurité du Québec»?

G. Larose: Premièrement, nous n'en sommes pas au bout des révélations là-dessus, mais «l'épisode» nous a permis de nous remémorer que la CSN n'est pas une organisation neutre dans la société, qu'elle est prise au sérieux et en liberté surveillée. On a redécouvert, 17 ans après 1970, que des gens peuvent s'infiltrer dans une organisation démocratique pour travailler à la déstabiliser.

Deuxièmement, à mon avis, le conflit du Manoir Richelieu met en jeu 25% de notre code du travail: il s'agit de savoir si, en cas de changement de propriétaire, les droits et obligations restent ou s'ils disparaissent. La Cour suprême du Canada doit se prononcer incessamment là-dessus. Et, toujours à mon avis, c'est l'importance de l'enjeu qui explique la détermination des travailleurs et travailleuses du Manoir et le fait que, deux ans plus tard, ils ne se soient pas encore écrasés.

Troisième point, on aura rarement été au bout de toutes nos capacités et de toutes nos solidarités dans un conflit. Et quatrièmement, je dirais qu'on aura tout vécu dans ce conflit: l'irresponsabilité du Gouvernement, qui s'est réfugié derrière la décision de la Cour suprême, la mort d'un militant, une tentative de camouflage de cette mort, l'enquête du coroner qui a conclu qu'il n'y avait pas eu mort naturelle, une pluie d'injonctions... On aura eu aussi droit à un agent secret qui, pendant un an et demi, a proposé de mettre des bombes et qui a réussi à faire en sorte que des gens soient condamnés pour complot; on aura vécu la délation de ce même gars, et la tentative de la SQ de m'impliquer personnellement, alors même qu'elle n'a jamais été capable de fournir quel-que indice que ce soit.

RVO: Suite à ces événements, on a dit que la solidarité s'était resserrée à l'in-

térieur, ce qui se conçoit fort bien, mais la CSN ne risque-t-elle pas de développer une méfiance, de ne plus tolérer ceux et celles qui, de l'intérieur, peuvent critiquer tel ou tel aspect?

G. Larose: Il est clair qu'on a développé une vigilance au plan de la sécurité, de telle sorte qu'on ne puisse plus pénétrer dans les bâtiments comme dans une grange ouverte. Ensuite, l'attaque de la SQ a fait en sorte que plusieurs qui papillottaient sur des divergences mineures ont peut-être moins le goût de cela et donc qu'il y a effectivement eu un resserrement de l'ensemble de l'appareil. Finalement, sur le plan politique et des orientations stratégiques, peut-être qu'il y a moins de monde qui vont s'amuser à être dissidents pour être dissidents... Mais j'ai pu observer la vitalité des débats dans les instances et je peux dire que la CSN ne sera pas une coquille qui se referme...

* * *

De quoi Gérald Larose sera-t-il le plus satisfait le jour où il quittera la présidence de la CSN? D'abord, d'avoir réussi à resoudre les thématiques syndicales et les thématiques sociales. «Je pense, dira-t-il en fin d'entrevue, qu'on fait de l'action politique syndicale comme on en a rarement fait ces dernières années: le libre-échange, la politique de la santé, la fiscalité, la question des femmes...» Il est aussi heureux que son organisation ait évité, dans le secteur public, l'application du schéma de l'industrie de la construction: «on a restauré le droit de négocier, et même battu la Loi 37». Et si la Cour suprême reconnaît que dans des cas comme celui du Manoir Richelieu, les droits et obligations demeurent même si le propriétaire change, il éprouvera la satisfaction du résistant. Sa plus grande désillusion: le piètre état de l'unité inter-centrales. «Ce serait essentiel, mais je ne sais plus par quel bout il faut prendre ça.»

Et après la CSN? Gérald Larose rit: «soit que je réintègre mes quartiers, mon emploi d'organisateur communautaire, soit que je quitte la ville pour retourner dans ma région natale, l'Estrie.» Et là? Peut-être l'enseignement universitaire, peut-être aussi le travail à l'étranger, Haïti par exemple, le pays d'origine de son épouse. Pour Gérald Larose, l'avenir est ouvert. ■

Le RCM, les groupes populaires et la question de l'aménagement

Le «cas» Overdale, le refus d'octroyer des terrains réservés pour la construction de logements coopératifs à Pointe St-Charles (la Ville les a finalement octroyés suite aux pressions), le refus de la collaboration proposée par le Collectif en aménagement urbain d'Hochelaga-Maisonneuve: les relations entre l'administration RCM et les groupes populaires ne sont pas toujours au beau fixe. S'agit-il de malentendus, de visions divergentes de l'aménagement urbain, voire de court-circuit dans la démocratie promise? Jusqu'où une administration municipale progressiste peut-elle tenir compte des revendications des groupes populaires en matière de logement et d'aménagement? V.O. a recueilli deux points de vue sur la question...

«Le RCM doit tenir ses engagements»

par CHARLES GUINDON

Au coeur de cette question, il y a les problèmes de logement et d'aménagement qui affectent une portion importante de la population montréalaise, soit celle à faible revenu.

La pénurie de logements à prix abordable, forçant les gens à dépenser jusqu'à 50% de leurs revenus pour se loger, et la spéculation ne sont que quelques-unes des pressions qui chassent les populations à faible revenu de leurs quartiers. Ces quartiers sont les seuls endroits où, encore il y a quelques années, elles pouvaient se loger, sinon convenablement, du moins à des prix abordables.

Un programme prometteur

Depuis de nombreuses années, des groupes populaires s'attaquent à ces pro-

blèmes et dénoncent les actions tant gouvernementales que privées qui menacent ces populations. Ces groupes ont également développé des revendications comme l'augmentation du nombre de logements sociaux, la lutte contre la spéculation, la protection des locataires et le développement de coopératives d'habitation et d'organismes sans but lucratif.

Quand on lit le programme électoral du RCM, on retrouve toute une série de mesures qui vont dans le sens des revendications des groupes populaires.

J'aurais donc plutôt tendance à me poser une nouvelle question: l'administration municipale RCM pourra-t-elle concrétiser ses engagements électoraux progressistes? Car c'est une chose que le

gouvernement RCM ne tient pas compte des revendications des groupes populaires, mais ce serait beaucoup plus sérieux s'il ne respectait pas ses engagements électoraux.

Cette année, des groupes et des coalitions ont commencé à dénoncer publiquement des gestes posés par le gouvernement RCM parce qu'ils jugent, à des degrés divers, que l'administration municipale ne respecte pas ses engagements.

Des actions impopulaires

Pointe St-Charles, par exemple, est menacée par la construction de condos de luxe sur le bord du canal Lachine, à la limite nord du quartier. Le RCM, lorsque dans l'opposition, avait dénoncé le développement de ces condos. Une fois au pouvoir, ce même gouvernement est prêt à étudier des projets mixtes qui comprendraient des espaces industriels légers (imprimeries, par exemple), des commerces, des espaces à bureaux et des condos de luxe.

Les groupes populaires de Pointe St-Charles jugent que ces projets constituent un danger pour la population résidente, puisqu'ils ne peuvent qu'accélérer les pressions spéculatives sur le stock de logements du quartier.

Toujours à Pointe St-Charles, le RCM en campagne électorale avait promis de soutenir la réalisation de 329 logements sociaux. Quelques mois après les élections, l'administration réserve des terrains appartenant à la Ville de Montréal pour la construction d'une première phase d'environ 70 logements. Dix mois plus tard, alors que tous les budgets sont acquis, elle change d'idée, menaçant ainsi la création de logements sociaux.

En conférence de presse, le Projet St-Charles (regroupement de citoyens et ci-

toyennes du quartier) a dénoncé ces agissements, en questionnant le fait que les terrains en cause étaient situés dans la zone du canal Lachine, zone convoitée par les promoteurs de condos de luxe. Suite aux pressions, le Projet St-Charles a récupéré les terrains nécessaires. Mais jusque-là, les engagements électoraux du RCM étaient devenus méconnaissables, surtout que ce dernier avait offert comme alternative d'installer un des projets de logements sociaux sur un jardin communautaire.

Le cas le plus connu a sûrement été, jusqu'à maintenant, le projet «Overdale». Les locataires de cette rue, refusant d'être relocalisés hors de leur quartier, ont dénoncé publiquement les agissements de l'administration RCM, forçant la tenue de consultations dont le rapport leur donnait raison.

On pourrait citer d'autres cas, mais il apparaît clairement que les groupes populaires n'ont pas renoncé à leur implication sociale au lendemain de l'élection municipale. Ils continuent à défendre la réalité populaire à Montréal et, quoique désireux de collaborer avec la nouvelle administration, ils ne le feront sûrement pas à n'importe quel prix. Si ces confrontations ont commencé plutôt que chacune aurait pu l'espérer, elles étaient tout de même prévisibles. En outre, les groupes

ne sont pas seuls: des conseiller-ère-s RCM et des instances du parti formulent aussi des critiques à l'endroit de l'administration.

Stopper l'hémorragie

Parmi les engagements électoraux, un bon nombre touchaient la démocratie municipale. Alors que des conseiller-ère-s RCM considèrent que le plus clair du pouvoir est entre les mains de l'exécutif, à l'extérieur de l'Hôtel de Ville on assiste à une série de consultations publiques. De l'agrandissement du Musée des Beaux-Arts en passant par le projet «Overdale» et le développement des Ateliers municipaux de Rosemont, des consultations portant sur l'aménagement de certains coins de la Ville ont été tenues; il y en aura sûrement d'autres. Par contre, les consultations touchant l'aménagement de quartiers entiers risquent de prendre beaucoup plus de temps. En plus du centre-ville, les quartiers Rivière-des-Prairies et Pointe St-Charles avaient été priorisés lors de la campagne électorale. A l'heure actuelle, seule celle concernant le centre-ville a été entreprise. Pour les autres, la valse-hésitation se poursuit, nourrie par les différentes hypothèses de politique de consultation qui transpirent de l'Hôtel de Ville.

En attendant que l'administration se branche, Montréal continue de vivre et de se développer. Les quartiers populaires sont, à tous les jours, plus menacés, et si l'on ne veut pas que les consultations publiques deviennent des «constatations publiques» parce qu'on aura trop attendu, il faudra que le RCM prenne des mesures temporaires pour stopper l'hémorragie. Les groupes populaires sont déjà très préoccupés par cette situation.

Même si l'on parle de consultations publiques, il ne faut pas oublier que l'élection de novembre '86 a été la première consultation publique du RCM. Toute nouvelle consultation ne pourra le libérer de ses engagements électoraux.

Ce gouvernement doit continuer à respecter les organisations populaires, même celles qui le critiquent violemment. Elles lui renvoient le drame des populations touchées et, au réalisme du pouvoir, elles opposent l'urgence des solutions à développer. L'objectif des groupes populaires est clair: s'attaquer aux problèmes de logement et d'aménagement des populations à faible revenu. Le RCM doit également tenir à cet objectif, tel que promis. ■

Charles Guindon est coordonnateur du Regroupement Information Logement (R.I.L.), à Pointe St-Charles. Il écrit ici à titre personnel.

«En dépit de certaines erreurs, les orientations de fond demeurent»

par ANDRÉ LAVALLÉE

Il ne fait aucun doute que les groupes populaires montréalais impliqués dans l'habitation et l'aménagement ont adopté une attitude assez critique face à la nouvelle administration municipale. Cela est conséquent avec leur attitude traditionnelle par rapport aux partis politiques; ils ne veulent pas se faire avoir et s'organisent en conséquence. Mais pour la plupart, les groupes ne refusent pas le dialogue avec l'administration. Leur participation aux différentes consultations est également assez significative.

Là où le bât blesse, c'est que toutes ces démarches ne donnent pas toujours les

résultats escomptés par les groupes. Aux yeux de plusieurs, le dossier Overdale a symbolisé l'abandon par l'administration RCM de ses grands principes en matière d'aménagement et d'habitation. Dans Pointe St-Charles, des problèmes reliés à la construction de logements coopératifs et l'avenir du canal Lachine ont sapé la confiance des militant-e-s. Ailleurs, dans Hochelaga-Maisonneuve, à Rosemont et dans Ahuntsic, l'administration a été publiquement prise à partie à plusieurs reprises par les groupes. Certains ont conclu qu'il n'y avait plus rien à attendre de l'administration du point de vue de la dé-

mocratie promise ou de ses engagements.

Des réalisations indéniables

«Comment s'y retrouver? Doit-on encore vous faire confiance?» Ces questions sont souvent posées aux élu-e-s, particulièrement à ceux qui originent des groupes populaires. Il faut d'abord se rappeler que le RCM a été élu avec un programme politique et administratif connu de tous. Ce sont là des outils qui permettent de mesurer incontestablement les réalisations de l'administration par rap-

port à ses engagements. L'exercice mériterait d'ailleurs d'être fait plus en détail. Surtout que, pour une bonne part, les orientations énoncées dans le programme du RCM correspondent aux revendications et aux actions des groupes populaires, particulièrement en matière d'aménagement et d'habitation.

Il faut remarquer que l'administration a souvent dû agir rapidement afin de répondre aux demandes et ce, dans le contexte d'une réorganisation sans précédent des services municipaux. Cette volonté de parler très rapidement aux situations jugées pressantes et l'inexpérience ont contribué à créer certains imbroglios.

Des erreurs ont été commises. Mais pour l'essentiel, il me semble que les orientations générales du programme du RCM et les revendications des groupes populaires n'ont pas, à ce jour, été remises en cause.

Rappelons seulement quelques faits: la Ville de Montréal a joué un rôle majeur par rapport à la loi provinciale qui interdit actuellement les conversions en copropriété sur tout le territoire de la CUM. Également, la Ville a augmenté substantiellement le nombre de terrains aliénés au secteur sans but lucratif en 1987, permettant la construction de 700 logements et chambres dans des coopératives et des organismes sans but lucratif. En ce qui concerne l'aménagement des quartiers, l'administration s'est engagée à soumettre des plans d'urbanisme à la consultation publique avant la prochaine élection. Par ailleurs, suite au rapport du comité des sans-abris créé dès le début de 1987, des mesures, sans doute insuffisantes, ont permis de ralentir la disparition des chambres et de créer un centre de dépannage. Et le reste...

Des problèmes à ne pas sous-évaluer

Cela étant dit, malgré le bilan assez positif de ces premiers 18 mois, l'administration ne devrait pas sous-évaluer les problèmes qu'elle a rencontrés et les questions qui en découlent. S'il est un domaine urbain où les enjeux sont nombreux et pointus, c'est bien celui de l'aménagement et de l'habitation. Des divergences importantes entre les divers groupes de la société sont inévitables lorsqu'on aborde ces questions. Les groupes populaires ont très souvent joué



un rôle majeur en termes de progrès social dans ces domaines. L'opinion de ces groupes, malgré les moyens extrêmement limités dont ils disposent, mérite une grande attention.

L'administration ne doit pas non plus sous-estimer les difficultés que ces groupes ont toujours rencontrées dans leurs rapports avec les gouvernements. L'impatience des organisations du sud-ouest face aux interventions de la Ville se comprend bien dans le contexte où celles-ci sont soumises depuis cinq ans à un plan qui n'a fait l'objet d'aucun débat public. Il ne faut pas se surprendre non plus de ce que les citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve aient répondu avec autant «d'enthousiasme» à la première invitation qui leur ait jamais été faite de s'impliquer dans la préparation d'un plan d'urbanisme pour leur quartier.

Il n'y a pas si longtemps, du temps où il formait l'opposition, le RCM vivait lui aussi des difficultés importantes sur le plan politique: non-reconnaissance des partis et des droits de l'opposition, problèmes de financement, absence de consultations etc. Il doit s'en rappeler...

Les limites du pouvoir municipal

De leur côté, les groupes aussi ne devraient pas sous-estimer certains faits. Tout d'abord, la réalité des changements qui se sont produits depuis un an et demi sur le territoire montréalais et la réalité des gestes posés par cette administra-

tion. Mais également, il faut le dire, les limites du pouvoir municipal et le danger de certaines prétendues solutions.

Ces limites sont évidentes surtout en regard de l'habitation. Les gouvernements fédéral et provincial ont dans ce domaine une responsabilité majeure. Il ne faudrait pas l'oublier, d'autant que ces paliers de gouvernement semblent de plus en plus tentés de remettre certaines responsabilités aux municipalités, sans y consacrer les argents nécessaires.

C'est là mon dernier point: selon certains, Montréal devrait satisfaire toutes les demandes des groupes populaires: locaux, subventions, nouveau programme de supplément au loyer, aide aux coopératives d'habitation, fonds d'acquisition et de fonctionnement pour les sociétés d'achat, etc. Il me semble trop facile de permettre ainsi aux autres paliers de gouvernement et à leurs agences, CLSC ou autres, de se retirer en argumentant: «ben, laissez faire le RCM; ils vont le faire eux autres».

Les enjeux sont majeurs et les groupes ont beaucoup à apporter mais cette dynamique pose certains défis, notamment celui d'une certaine rigueur de part et d'autre, sinon, nous sommes inévitablement et rapidement promis à un dialogue de sourds. ■

André Lavallée est conseiller municipal RCM du district Bourbonnière et président de la Commission de l'aménagement, de l'habitation et des travaux publics.

par PIERRE VIAU

Les travailleurs et travailleuses grecs ... et leur Association

En remontant l'avenue du Parc, à Montréal, il n'y a pas que des souvlakis, des brochettes et des salades grecques. Au 5361, l'**Association des travailleurs grecs de Montréal** occupe un local animé et dynamique.

Forte d'environ 80 000 membres, la communauté grecque est la deuxième plus grande communauté culturelle au Québec.

Au début du siècle, elle comptait environ 1 000 personnes, dont un nombre important s'embauchaient dans la restauration et la pâtisserie.

Main-d'oeuvre exploitée

Après la Deuxième Guerre mondiale, et jusqu'en 1975, la communauté s'est développée rapidement grâce aux arrivées massives de nouveaux immigrant-e-s, environ 50 000. Peu scolarisées pour la plupart, ne connaissant pas la langue de leur nouveau pays, ces personnes prenaient le chemin des emplois mal payés dans des manufactures ou des lieux de travail contrôlés un patronat sans scrupule, particulièrement dans l'industrie du vêtement, de la chaussure, de la restauration, de l'hébergement et de l'entretien. Aujourd'hui encore, 30% des travailleuses et travailleurs grecs se retrouvent dans le secteur ma-

nufacturier et 25% dans la restauration, l'hébergement et l'entretien ménager des édifices à bureaux ou commerciaux.

Cette communauté est concentrée dans les quartiers Saint-Louis-du-Parc et Parc-Extension mais un nombre important de ses membres s'installent maintenant à la périphérie de Montréal; ainsi, Laval compte environ 15 000 personnes d'origine grecque.

Opposée à la dictature

On devine la vitalité de la communauté aujourd'hui en dénombrant les associations et les institutions qu'elle a générées.

Dans la région du Montréal-métropolitain, on compte plus de 80 organisations à caractère social, culturel, sportif, régional, religieux. L'une des plus importantes et des plus enracinées demeure l'**Association des travailleurs grecs de Montréal**.

Fondée en 1971, à l'époque de la dictature des colonels, elle canalisa les forces démocratiques de la communauté grecque d'ici. L'Association se proposait de développer la solidarité avec le peuple grec victime de la répression des colonels et de sortir les travailleurs et travailleuses grecs du Québec d'un certain ghetto maintenu par l'élite traditionnelle locale, plus encline à appuyer la dictature.

Défendre ses droits

Après les arrivées massives des années 1950 et 1960, de nombreux immigrant-e-s grecs, peu scolarisés et sans

connaissance de la langue et du milieu, étaient (et sont encore) victimes d'exploitation: chômage, salaire minimum, accidents de travail, vacances et congés de maladie non payés, problèmes de logement, etc... L'Association leur fait donc connaître leurs droits et les encourage à militer dans le mouvement syndical et les luttes au Québec.

Il y a quelques années, en collaboration avec la CSN, l'**Association des travailleurs grecs de Montréal** a mené une longue bataille de quatre ans pour la syndicalisation des travailleurs et travailleuses d'une compagnie d'entretien ménager employant 180 personnes, dont 85% d'origine grecque et 15% d'origine haïtienne.

Véhicule de culture

À cela s'ajoute la promotion de la culture grecque, car selon les dirigeants de l'Association, l'intégration à la communauté d'accueil se fait par la compréhension et le développement de sa propre culture.

Les 2 000 membres de l'Association se regroupent en divers comités de travail: presse et radio, relations publiques, syndicalisation, jeunesse, femmes, services sociaux, membership, etc...

L'Association tient une chronique régulière dans l'hebdomadaire **Courrier Grec** qui tire à 10 000 exemplaires. Elle participe aussi à la radio communautaire en langue grecque de **Radio centre-ville**. Il est ainsi possible de faire connaître les activités de l'Association, mais aussi de renseigner la communauté sur les lois ou-

vrières et sociales québécoises et canadiennes, de dénoncer aussi les mesures anti-sociales, comme la réforme Paradis, l'abolition des décrets, etc...

Soucieuse de formation, l'Association organise des sessions sur les lois sociales, celles du travail, sur l'immigration et la syndicalisation, sans négliger l'aspect culturel par la danse et le théâtre.

L'accès à la fonction publique

L'**Association des travailleurs grecs de Montréal**, comme bien d'autres groupes populaires, doit aujourd'hui affronter certains défis épineux, dont celui du financement, car là aussi on connaît les coupures. Par ailleurs, il faut dynamiser le militantisme, surmonter un certain pessimisme latent et faire un effort spécial pour mobiliser les jeunes. L'Association espère y parvenir en commençant à aborder une question qui préoccupe une bonne partie de la jeunesse travailleuse grecque: l'accès à la fonction publique dans les différents paliers de gouvernement ou les services sociaux para-gouvernementaux.

Pour en arriver à élaborer une politique d'accès à la fonction publique, l'Association souhaite un travail mieux coordonné avec d'autres communautés culturelles. Pour le moment, on en est à l'étape des discussions.

Pierre Viau est membre du comité international de **Vie Ouvrière**.

Les groupes populaires et communautaires «Au grand jour»

La Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal (TROVEP), en collaboration avec une centaine de groupes populaires et communautaires, organise un grand rassemblement au Parc Lafontaine, le 18 septembre prochain.

Cette mobilisation a pour but de mettre «Au grand jour» les problèmes vécus par les populations les plus discriminées (jeunes, femmes, personnes âgées, assistées sociales, etc.) et de faire reconnaître le rôle essentiel de l'action populaire et communautaire autonome.

La journée se déroulera dans une ambiance de fête, autour d'un «quartier populaire» dont les différentes activités toucheront de multiples réalités sociales: logement, chômage, travail, alphabétisation, femmes, solidarité internationale, etc. On pourra alors se promener sur le boulevard des Locataires Évincés, sur l'avenue des Graffiti et celle du Cinéma du Quartier pour avoir accès à des ateliers d'information, assister à un spectacle ou visionner des vidéos, par exemple.

On obtiendra des renseignements supplémentaires à la TROVEP de Montréal, au (514) 845-9324.

Un Centre de documentation renouvelé

Bonne nouvelle pour toutes celles et tous ceux ceux qui ont de la difficulté à se retrouver dans le fouillis de leurs mille et un dossiers! Pour mettre la main sur une mine d'informations, le **Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine** ouvrira ses portes à compter du 6 septembre prochain. Né de la fusion des fonds documentaires de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICEA), de Relais-Femmes et du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, le Centre offre une collection comportant plus de 350 périodiques, 540 dossiers d'organismes et 1200 autres documents (thèses, rapports, etc.).

Le Centre est situé à Montréal, à deux pas du métro Berri-UQAM, au 1265 Berri, suite 340. Il sera ouvert du lundi au vendredi de 9 à 5 de même que deux soirées, encore à déterminer. Pour de plus amples informations, on peut s'adresser au (514) 844-3674.

Pays de vacances... et de répression

Au delà des plages magnifiques du Mexique et de la découverte des civilisations étonnantes qui y ont vécu, le Groupe d'information Québec-Mexique nous invite à considérer un aspect peu

connu de ce pays: les disparitions et les assassinats politiques.

Déjà, des victimes de la répression mexicaine et des organismes comme Amnesty internationale avaient sonné l'alarme. Ainsi, le Comité pour la défense des prisonniers persécutés, disparus et exilés politiques fait état de 543 cas de disparus dont les dossiers sont établis hors de tout doute; on estime également que 760 assassinats politiques ont eu lieu depuis 1982, frappant des leaders paysans et syndicaux de même que des enseignants.

Plus près de nous, au mois de mars dernier, un ex-soldat mexicain, Zacarias Osorio Cruz, a révélé des faits troublants devant la Cour d'appel de l'Immigration pour appuyer sa demande de refuge politique au Canada. En tant que membre d'une unité de parachutistes, il a accompli à plusieurs reprises des missions spéciales qui consistaient soit à aller chercher des prisonniers civils enlevés et détenus clandestinement par les forces de l'ordre, soit à aller les fusiller dans les champs de tir de l'armée situés près de Mexico. M. Osorio a affirmé que ces «missions» visaient des civils liés à des mouvements de contestations politiques et de revendications paysannes.

Les interventions des organismes des droits humains ont contribué à la libération de nombreux prisonniers politiques depuis une quinzaine d'années. Le Groupe d'information Québec-Mexique propose

maintenant d'intensifier ces moyens de pression en écrivant au président du Mexique pour lui demander d'éclaircir les cas des disparus et de mettre fin aux assassinats politiques. Il s'agit donc de s'adresser à Lic. Carlos Salinas de Gortari, Insurgentes Norte no 59, Mexico, D.F. Mexique.

Le pays infini

Tel est le titre d'une petite brochure où l'on donne la parole aux Attikameks et aux Montagnais de la Basse Côte-Nord et de la Haute-Mauricie, histoire de mieux comprendre les grands enjeux de leur situation mais aussi leur vie quotidienne.

«Les préoccupations des Montagnais et des Attikameks rencontrés ressemblent dans beaucoup de cas aux nôtres: une meilleure éducation pour les jeunes, l'accès à de bons services de santé, la sauvegarde du patrimoine et des traditions, le développement économique, la création d'emplois. La grande différence réside dans les moyens très limités qu'ils ont à leur disposition pour bâtir leur avenir collectif.»

Ce document, réalisé à partir d'une tournée d'information organisée par le Conseil Attikamek-Montagnais, a été produit conjointement avec la CSN. On peut se le procurer chez ces deux organismes de même qu'à la CEQ, à l'Union des producteurs agricoles et à l'Assemblée des évêques du Québec, qui ont également contribué à sa réalisation.

La forêt dans votre poubelle!

Les sites d'enfouissement d'ordures débordent; la forêt québécoise dépérit; les comptes de taxes ne cessent d'augmenter. Quel est le lien entre ces trois réalités? Les déchets bien sûr, ou plutôt ce que nous considérons à tort comme des déchets et qui pourrait avantageusement être récupéré ou recyclé: papier, verre, métaux...

Heureusement, une prise de conscience se répand: lentement mais sûrement, le Québec prend le virage de la récupération et du recyclage. Une ombre au tableau cependant: au moment où cette activité devient rentable, on peut se demander si plusieurs groupes communautaires, à l'origine de la prise de conscience écologiste, ne seront pas tout simplement évincés du tableau.

Textes: Martine D'Amours, Raymond Lemieux,
Daniel von Siebenthal
Collaboration à la recherche: Thérèse Gagnon.



MARCEL BLOUIN — VON POPPEL

Vos papiers s'il vous plaît!

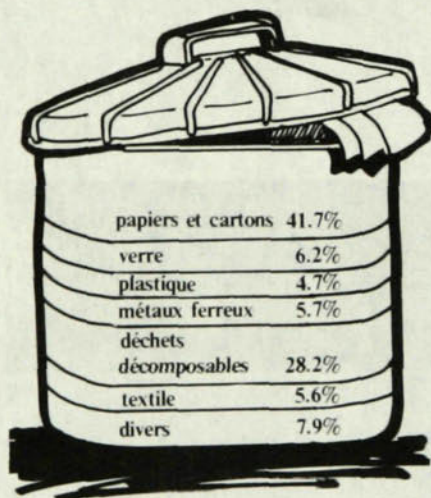
par MARTINE D'AMOURS

Il existe de nombreuses bonnes raisons qui militent en faveur de la récupération du papier, du verre et des métaux: pour éviter le gaspillage, pour économiser l'énergie et réduire la pollution, pour créer de nouveaux emplois. Mais si on parle tant maintenant de récupération et de recyclage des déchets domestiques, si le ministre québécois de l'Environnement a décidé de se donner une politique en la matière, c'est qu'à l'horizon pointe l'urgence: bientôt, nous ne saurons plus que faire de nos trop nombreux sacs verts.

Surproducteurs de vidanges

Nous sommes en effet de grands producteurs de déchets. Chaque Québécois-e génère une demi-tonne de déchets par année, soit au total l'équivalent de 600,000 camions s'échelonnant de Halifax à Vancouver, pare-chocs à pare-chocs. Chacun-e de nous produit trois fois plus de déchets qu'un citoyen de la ville de Rome, et quatre à cinq fois plus qu'un habitant d'un pays du Tiers-Monde. Elle est bien révolue l'époque où on faisait du neuf avec du vieux; où on «recyclait» les guenilles en courtepoinces et les cartons en doubles semelles; aujourd'hui, on jette, c'est tellement plus rapide.

Et où se retrouvent nos sacs verts, une fois que le camion les a ramassés? Essentiellement, ils sont soit enfouis, soit incinérés. Le Québec compte trois incinérateurs — à Montréal, Québec et à Saint-David-de-l'Auberivière — mais ce procédé coûte cher (en moyenne \$33. la tonne) et en dépit des systèmes anti-



La moitié du contenu d'une poubelle domestique est recyclable

pollution, les incinérateurs peuvent émettre des polluants dans l'atmosphère. En outre, entre 25 et 30 % de la matière incinérée doit être subséquentement enfouie.

Reste l'enfouissement sanitaire, de loin le procédé le plus répandu. Moins coûteux que l'incinération, (en moyenne \$10. la tonne), il est sécuritaire pour l'environnement en autant qu'il soit effectué sur un terrain propice et selon les normes. Premier hic: dans au moins 10 des 70 sites, le ministère de l'Environnement lui-même note des «problèmes majeurs occasionnels ou permanents causés à la qualité des eaux de surface» en raison de l'écoulement des eaux de pluies à travers les couches successives d'ordures.

«N'importe où, sauf dans ma cour»

Deuxième hic: les sites actuels débordent. La fermeture du site Miron, où s'acheminent 21% de tous les déchets solides produits au Québec, est prévue pour 1994. Les deux autres sites de l'île de Montréal, Meloche et Rivière-des-Prairies, doivent aussi fermer en 1990-1991, alors que l'incinérateur des Carrières s'éteindrait vers 2007. Où mettra-t-on alors les déchets produits par les municipi-

palités de l'île, de la Rive-nord et de la Rive-sud de Montréal? Mystère...

Bien que se posant avec plus d'acuité sur l'île de Montréal, qui reçoit les deux-tiers des déchets québécois, le problème n'est pas que métropolitain. Il existe présentement 70 sites d'enfouissement au Québec; on en aurait besoin de 92 d'ici un ou deux ans, mais quand il s'agit de déterminer l'emplacement d'un nouveau site, partout les citoyens font la même réponse: «pas dans ma municipalité». Bref: «enterrez les déchets où vous voulez, mais pas dans ma cour».

Physiquement problématique, l'enfouissement des déchets coûte aussi de plus en plus cher: \$139 millions, en 1986, soit 3% du budget des municipalités québécoises.

À maints égards, le fait de récupérer le papier, le verre, le métal et l'aluminium plutôt que de les jeter aux ordures, apparaît comme une combinaison gagnante: moins de déchets à enfouir signifie qu'on prolonge la vie des sites d'enfouissement, qu'on atténue les problèmes de pollution liés à l'enfouissement et à l'incinération et même qu'on allège la facture des municipalités, donc des contribuables, au chapitre de la gestion des déchets. M. Jean-Louis Chamard, du ministère de l'Environnement du Québec, a évalué qu'en optant pour la récupération des ressources secondaires, une municipalité-type de 20,000 personnes peut espérer économiser annuellement entre \$6,000. et \$49,000. dépendant du type de collecte, réaliser une économie du lieu d'enfouissement de 5 à 11%, créer entre un et quatre emplois et injecter entre \$15,000 et \$60,000 dans l'économie locale.

Un frein au gaspillage des ressources

Mais bien avant que la récupération et le recyclage n'aient prouvé leur rentabilité économique et sociale, leurs pionniers en faisaient la promotion pour des motifs



MARCEL BLOUIN - VOA POPULI

écologiques et de consommation plus avisée.

Environ la moitié du contenu d'une poubelle domestique est recyclable. Plus de la moitié des «déchets» générés par les commerces, les écoles et les bureaux sont constitués de papier et de carton. Les emballages représentent 30% du poids des déchets domestiques et 60% du poids des déchets commerciaux. A la base de la pensée et de l'action des pionniers de la récupération, il y a cette conception que le papier, le carton, le verre, le métal qui remplissent nos poubelles ne sont pas des «déchets», mais des «matières secondaires» qu'on peut recycler, c'est-à-dire réintroduire dans le circuit de production. Ainsi, le papier, désencré puis réduit en pâte, peut être transformé en contenants à œufs, papier hygiénique, papier essuie-tout etc. Le verre, broyé puis fondu, est recyclable à l'infini.

Cela nous mène tout droit à une meilleure conservation des ressources naturelles. Le meilleur exemple: la forêt. Chaque foyer québécois jette, en papier, l'équivalent de sept arbres annuellement; au total, 20 millions d'arbres passent ainsi aux ordures. Pour fabriquer **La Presse** du mercredi, on coupe environ 10 acres de forêt-type québécoise, soit la superficie de 40 piscines olympiques! Quand on songe qu'au Québec, 250,000 emplois dépendent de la forêt; quand on songe que, de l'avis de nombreux scientifiques, l'industrie forestière pourrait connaître la pénurie autour de 1995, au rythme d'ex-

ploitation actuel et faute de récupérer les ressources secondaires; quand on songe que les arbres purifient l'air, préviennent l'érosion du sol et la contamination des cours d'eau... on regarde d'un autre oeil les papiers dont regorge notre poubelle...

Réduire la pollution et économiser l'énergie

Jeter son papier, ses bocaux de verre, ses emballages de carton, c'est enterrer des richesses secondaires. On pourrait même dire qu'une petite fortune dort dans les sites d'enfouissement: le verre recyclé vaut 50\$ la tonne et les Québécois-es en enfouissent ou en incinèrent 250,000 tonnes par année. Mais refuser de recycler ces ressources secondaires, c'est aussi alourdir la facture de la pollution et de la consommation d'énergie. En effet, le recours aux matières premières requiert plus d'énergie et cause davantage de pollution que le recyclage des matières secondaires.

Par exemple, pour produire du papier, on peut soit utiliser du bois (matière première), soit recourir en bonne partie à des fibres recyclées (matière secondaire). Or l'industrie des pâtes et papiers est l'une des plus polluantes et des plus énergivores, grugeant environ le tiers de l'énergie utilisée par toute l'industrie. Par opposition, la production de papier à partir de fibres recyclées permet une économie d'énergie de l'ordre de 20 à 70%.

Même chose pour le verre: à chaque

fois qu'on utilise 10% de calcin (verre récupéré) dans la fabrication de nouveau verre, on réduit la consommation d'énergie de 2,5%, car la température de fusion du calcin est moins élevée que celle des matières premières. L'utilisation de calcin permet aussi de réduire l'émission de particules dans l'atmosphère.

Le recyclage du métal et de l'aluminium réduiraient respectivement de 70% et de 90% l'énergie requise par l'utilisation de matières premières.

Le recyclage et la récupération des «déchets» peuvent aussi avoir un impact positif sur l'emploi. La collecte sélective de porte à porte, puis le tri et le compactage des matières secondaires, requièrent plus de main-d'oeuvre que la seule traditionnelle «collecte de vidanges». M. Roc Généreux, chargé de projet, responsable de la récupération et du recyclage pour la région de Montréal, estime que pour un emploi selon la manière traditionnelle, il y aurait cinq créés par la récupération-recyclage.

Réduire les déchets à la source

Il ne faudrait pas croire pour autant qu'à elle seule, la récupération des déchets domestiques résout tous les problèmes. D'abord, parce que les déchets domestiques comptent pour environ 3% de tous les déchets, à côté des déchets industriels, miniers, agricoles, déchets toxiques, boues usées, etc.

Ensuite, parce que la récupération et le recyclage auront un impact significatif en tant qu'étape d'un processus plus large qui inclut la **réduction** du volume des déchets (notamment réduction des emballages et production d'emballages «recyclables»), le **réemploi**, entre autres des bocaux, contenants etc. et la **valorisation** des déchets, notamment par la production de compost et autres dérivés. Au total, mises bout à bout, ces mesures peuvent amener une réduction des matières à enfouir ou à incinérer. Alors, vos papiers, s'il vous plaît! ■

Sources: Corporation de développement économique de la récupération et du recyclage de la région 03 (CODERR 03), Québec, Portrait de la région et arguments de sensibilisation, mars 1986.

Francine Légaré. **Ces déchets qui n'en sont pas.** Les Publications du Québec, 1987

Pour une gestion intégrée des déchets. Direction de la récupération et du recyclage, ministère de l'Environnement du Québec, 1988 (série de 8 documents).

Le Québec recyclé

par MARTINE D'AMOURS

recherche pour la région de Québec:
Thérèse Gagnon, de Recyclage-Portneuf.

A l'heure actuelle, environ le quart de la population québécoise est touchée, à un titre ou à un autre, par la récupération et le recyclage des ressources secondaires. Les régions les plus avancées: Québec et les Bois-Francs. Même la région de Montréal, jusqu'ici peu active, adopte lentement la piste recyclable...

Le circuit des matières récupérées

Dans 243 des 289 municipalités concernées, la récupération se fait par apport volontaire, c'est-à-dire que les citoyen-ne-s viennent eux-mêmes déposer leurs papiers, journaux, verre etc. dans des conteneurs. Dans les autres cas, les matières recyclables sont mises dans un bac et ramassées de porte-à-porte par un camion spécial: on parle alors de collecte sélective.

Dans une deuxième étape, les ressources secondaires sont triées (par type de papier, par couleur de verre) et conditionnées (le verre décontaminé, concassé) par le récupérateur. Il existe au Québec une centaine de récupérateurs de papier, de carton et de verre, dont plusieurs organismes sans but lucratif. Cependant, 80% du tonnage passe entre les mains de 18% des récupérateurs, les plus gros évidemment.

Finalement, les matières récupérées sont vendues à un recycleur, qui les réintroduit dans le circuit de production. Les entreprises Cascades, Papeterie Reed et CIP, pour ne nommer que celles-là, recyclent le papier et le carton alors que Domglass, Consumer's Glass et Industries Potters, entre autres, font de même avec le verre.



MARCEL BLOUIN — VOIX POPULAIRE

Ces enfants qui sauvaient des arbres

Ils et elles ont six, neuf ou quatorze ans et gare aux adultes qui jettent sous leurs yeux du bon papier aux ordures. Dans un vidéo fabriqué par le FERRR (Fonds Education Récupération Recyclage Réemploi), ils disent que «si toutes les écoles faisaient ça, on protégerait encore plus nos beaux arbres».

Ils et elles fréquentent des écoles qui ont adopté la corbeille sélective, une sorte de poubelle à deux étages: on jette les papiers en bas et les déchets en haut. La corbeille est vidée dans un sac lors de la «minute de la récupération», puis les sacs sont acheminés chez un récupérateur. Ainsi, très jeunes, les enfants apprennent à faire la différence entre un déchet et une ressource. «Le tri à la source, base même de la récupération, est pratiqué par nos élèves entre 300 et 500 fois par année. Quand ils sortent de l'école, ils ne se demandent pas «qu'est-ce que la récupération?» mais bien plutôt «existe-t-il autre chose que la récupération?», explique Normand Maurice, enseignant à la polyvalente Le Boisé, de Victoriaville, l'un des pionniers de la récupération au Québec.

Le FERRR, créé par la CEQ, la Fédération des commissions scolaires catholiques du Québec et le ministère de l'Environnement, aide les commissions scolaires et les syndicats qui veulent implanter la récupération de papier dans les écoles. Neuf commissions scolaires et un nombre appréciable d'autres écoles ont emboîté le pas jusqu'à maintenant.

Pour rejoindre le FERRR: 42, rue Monfette, C.P. 553, Victoriaville, Qc G6P 6V7 Tél: (819) 758-4789

Le Syndicat de l'Enseignement des Bois-Francs et la CEQ ont coédité un cahier pédagogique qui adapte la problématique de la récupération-recyclage pour différentes matières et divers degrés scolaires. **Récupération à la source, un choix qui s'impose**, est disponible au coût de 10\$ au centre de documentation de la CEQ (418) 658-5711.

(M.D.)

Le tour du Québec recyclé

Avec les Bois-Francis (voir encadré), la région de Québec demeure une pionnière en matière de récupération-recyclage. L'Ancienne-Lorette a démarré le bal en instaurant la collecte sélective dès 1983, sous la responsabilité de Recyclage Québec, un OSBL disparu depuis. Québec et plusieurs municipalités de sa communauté urbaine sont soit en train d'expérimenter la collecte sélective, soit en discussion pour l'implanter. Récupération Lotbinière ouvrira dès l'automne un centre d'interprétation de la récupération; on pourra y voir les différentes techniques, les étapes franchies par les matières récupérées, l'état de la situation au Québec etc. Cet organisme caresse aussi d'autres projets: fabrication de briquettes à partir de découpures de bois d'une compagnie de portes et fenêtres, fabrication d'engrais à

partir du purin de porc et du bran de scie, fabrication de papier artisanal et vente de vêtements usagés (déjà en opération). Au total, la région de Québec récupère environ 28,000 tonnes annuellement, surtout du papier et du carton.

La région de Montréal, quant à elle, a toujours tiré de l'arrière avec une seule expérience vraiment significative, celle de Ville La Salle (voir encadré). En mai dernier, cinq autres municipalités -Saint-Laurent, Saint-Léonard, Mont-Royal, Outremont et Beaconsfield- ont annoncé leur intention de se lancer à leur tour dans la collecte sélective. Dès l'automne, la Ville de Montréal fera l'expérience-pilote de ce type de collecte dans certains quartiers et pour décembre prochain, le service des Travaux publics doit soumettre un plan directeur de la gestion des déchets. A suivre...

Les Bois-Francis récupèrent

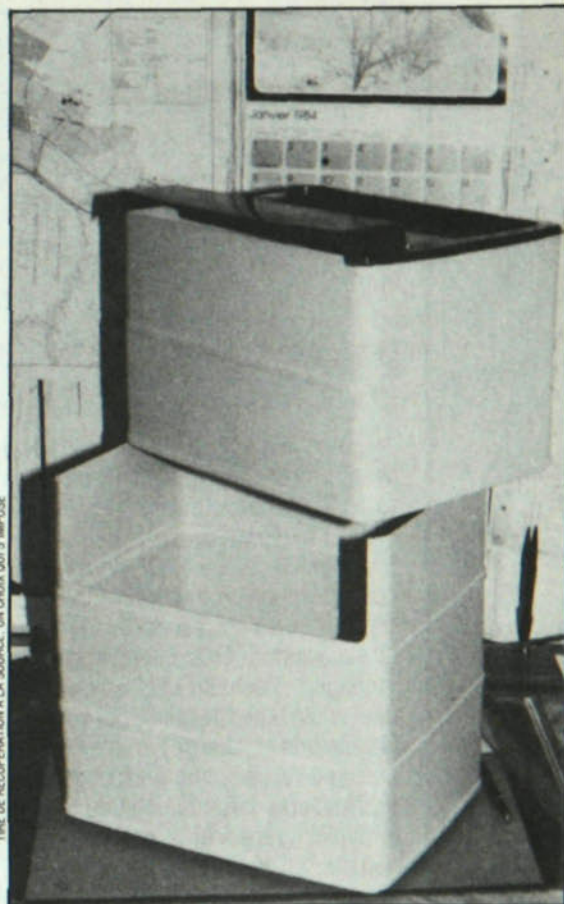
Normand Maurice me le répétera au moins trois fois: ce qui caractérise la récupération dans les Bois-Francis, c'est l'implication de l'école. Si le tonnage de matières récupérées n'a pas baissé dans la région, c'est parce que l'école éduque à la récupération. Et effectivement, l'origine de Récupération Bois-Francis Inc, 11 ans d'existence et 20 employé-e-s, remonte à l'école, plus précisément à la polyvalente Le Boisé, de Victoriaville.

En 1975-76, Normand Maurice enseigne en insertion sociale. Pour répondre aux besoins de jeunes étudiant-e-s du professionnel aux prises avec des difficultés académiques marquées, il fonde, avec dix autres enseignants, l'Atelier de culture. L'objectif: permettre aux jeunes d'acquérir une formation et d'accéder à un emploi, tout en créant de nouveaux modes de vie. La méthode: axer l'enseignement sur des projets concrets, immédiatement valorisants, comportant un volet de transformation sociale. Au nombre des projets: une exposition d'objets d'arts fabriqués à partir d'ordures et la promotion du tri à la source.

Plusieurs jeunes décrocheurs potentiels reprennent confiance en eux, se retrouvent une utilité, une fierté. En trois ans, le taux d'échec passe de 57% à 14%. On fait appel au pouvoir créateur des jeunes et à leur capacité d'en éduquer d'autres. En 1985, à l'occasion de l'Année internationale de la Jeunesse, les élèves de Victoriaville ont reçu quelque 15,000 jeunes de partout à travers le Québec, et leur ont fait visiter le Salon des Jeunes citoyens et Récupération Bois-Francis, l'entreprise née en 1977 des Ateliers de culture.

L'an dernier, Récupération Bois-Francis Inc. a recyclé plus de 6000 tonnes de papier, carton et verre, dans un bassin de 60,000 de population. Avec une vingtaine d'employé-e-s, dont plusieurs jeunes de l'Atelier, avec un chiffre d'affaires de \$700,000, cet organisme sans but lucratif récupère entre 20 et 25% des déchets produits dans les municipalités de Victoriaville, Arthabaska, Warwick, Princeville, Plessisville, Ste-Victoire.

L'entreprise et son président Normand Maurice ont d'autres projets devant eux, notamment la fabrication locale de compost. Pour lui, l'enjeu est triple: écologique, éthique, et de création d'emplois pour les jeunes qui ne veulent pas entreprendre d'études avancées. «La récupération, se plaît-il à dire, c'est un détournement de fonds, des dépotoirs vers les usines.» (M.D.)



TIRE DE RÉCUPÉRATION À LA SOURCE. UN CHOIX QUI S'IMPASSE.

Deux autres régions sont assez avancées en matière de récupération-recyclage: le Saguenay-Lac St-Jean et l'Estrie, avec respectivement 4,000 et 17,000 tonnes récupérées annuellement.

Au total, à la grandeur du Québec, on récupère et recycle chaque année quelque 300,000 tonnes de papier-carton et 50,000 tonnes de verre. Le recyclage de l'aluminium et des plastiques se porte beaucoup moins bien, à cause des problèmes liés à la contamination des résidus et au mélange des familles de plastique.

Industrie naissante, la récupération connaît parfois des problèmes de débouchés (il faut bien que les matières soient achetées par les recycleurs et à l'inverse que les recycleurs puissent compter sur un approvisionnement stable). La récupération de papier, carton et verre crée tout de même 760 emplois directs et génère un chiffre d'affaires d'environ 35 millions de dollars.

Le ministère de l'Environnement compte bien accélérer ce mouvement avec une politique-cadre de la récupération et du recyclage attendue d'ici le tout début de l'automne. ■

... Ville LaSalle aussi

par Daniel VON SIEBENTHAL

Depuis décembre 1987 se déroule à Ville LaSalle une expérience unique au Québec: la collecte sélective des déchets ménagers à la grandeur d'une municipalité urbaine. Ce programme consiste en une collecte sélective hebdomadaire de porte à porte au moyen de bacs distribués à la population. Les ménages effectuent chez eux un premier tri de leurs déchets, qui sont par la suite pris en charge par une compagnie spécialisée dans la récupération. Les matières faisant l'objet du tri sont le papier journal et le papier fin, les métaux ferreux (boîtes de conserve), les contenants en verre et certains plastiques. Après un an et demi de fonctionnement, deux études sont été publiées qui font un bilan intermédiaire de cette expérience-pilote subventionnée par le ministère de l'Environnement du Québec^{(1) (2)}.

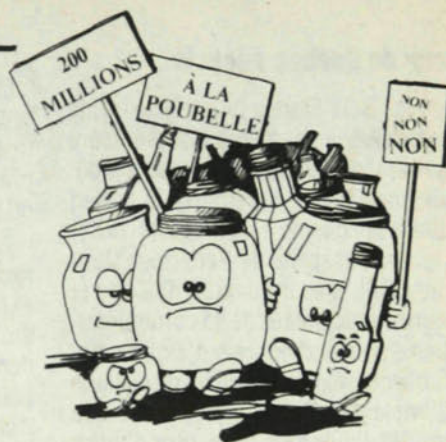
Un taux de participation qui s'accroît

Pour que le processus de recyclage devienne un tant soit peu rentable, c'est-à-dire «compétitif» par rapport à l'enfouissement ou à l'incinération, il faut que la quantité de ressources secondaires récupérées soit suffisamment importante. La mise sur pied d'un programme de récupération passe donc obligatoirement par une sensibilisation des gens, dont l'effort détermine le taux de succès de telles expériences. L'expérience de Ville LaSalle est à ce titre un exemple à suivre pour toute municipalité désireuse de s'engager dans la voie de la collecte sélective. En effet, si la quantité de matières secondaires récupérées à ce

jour (47 tonnes par semaine) est encore loin de l'objectif visé de 100 tonnes par semaine, on ne doit pas y voir un échec: la quantité de déchets récupérés a augmenté de 8,5% par mois au cours de 1987 et elle continue à progresser. Mais au-delà de ces chiffres, c'est le caractère social du changement qui est à mettre en évidence. À Ville LaSalle, un processus de transformation a été amorcé et une nouvelle perception du déchet semble vouloir naître. Participer à un tel projet implique en effet un certain nombre de gestes nouveaux: mettre son papier de côté, laver ses bocaux de verre et ses boîtes de conserve, ranger le tout dans le bac, le déposer sur le trottoir une fois par semaine. Mais il semble que de tels changements d'attitudes n'aient pas freiné les gens: 82% des habitants de la ville sont allés chercher un bac de récupération, la majeure partie dès le lancement du programme. Cette forte participation permet déjà de réduire la masse des déchets à éliminer dans une proportion de 5.7% (soit 172 tonnes par mois ou l'équivalent de près de 16 voyages de camion-benne).

Motivation première: la protection de l'environnement

Quels sont les facteurs qui poussent les gens à trier leurs déchets? L'étude réalisée par le Groupe de recherche et d'analyse interdisciplinaire en gestion de l'environnement (GRAIGE) de l'UQAM montre que si les motivations étaient au départ surtout d'ordre économique (création d'emplois, réduction des coûts d'enfouissement, stabilisation des taxes de prise en charge



des déchets), la protection de l'environnement joue aujourd'hui un rôle prépondérant. Cela peut s'expliquer d'une part par la prise de conscience généralisée à laquelle on peut assister, ainsi que par une volonté nouvelle de s'engager individuellement dans la lutte contre la pollution et la dégradation de notre milieu de vie. Un phénomène intéressant se dégage par ailleurs de cette étude: la structure familiale, le statut socio-économique, l'âge ou le type de formation influencent peu les motivations et l'implication des gens dans un tel programme.

De plus, il apparaît que les Lasallois se sentent de plus en plus concernés par ces enjeux: s'ils sont dans l'ensemble satisfaits de l'information qu'ils ont reçue, ils restent intéressés à en savoir plus sur les marchés des matières recyclables, les méthodes de traitement des ressources secondaires ou les autres expériences de récupération en cours. Une voie est donc ouverte pour que la gestion de l'environnement devienne réellement l'affaire de tous et non plus seulement des spécialistes. ■

1. Ministère de l'Environnement du Québec, *Bilan de la collecte sélective de la Ville de LaSalle*, Québec, 1988.
2. Groupe de recherche et d'analyse interdisciplinaire en gestion de l'environnement, *Le programme de collecte sélective à Ville LaSalle: composition des déchets, potentiel de ressources secondaires et taux de récupération*, Université du Québec à Montréal, 1988.

Daniel von Siebenthal est assistant de recherche au Groupe de recherche et d'analyse interdisciplinaire en gestion de l'environnement (UQAM).

Les récupérateurs récupérés?

par RAYMOND LEMIEUX

Sur un fond de musique western, c'est le répondeur de Frank qui reçoit mon appel téléphonique. Je ne connais pas ce Frank; je cherchais plutôt à rejoindre **les Récupérateurs à la source d'Hochelaga-Maisonneuve**. J'ai bien compris qu'ils n'existaient plus. J'essaie à **Vieilles nouvelles**, un autre groupe populaire de récupération des déchets, à Outremont. Il n'y a plus d'abonné à ce numéro. Même chose pour **Mission écologique de l'est, Enervie, Elan-Laval, Recyclage Québec**. Où sont donc passées les entreprises communautaires de recyclage des déchets?

Cela avait pourtant bien commencé. Motivés par les nobles soucis d'économie d'énergie, de protection de l'environnement et de lutte au gaspillage, les écologistes des années '70 incitaient la population à sauver ces parcelles de forêt mises aux poubelles, en reprenant le vieux papier, le verre usagé et en les revendant pour les recycler. C'était bien beau. Mais si on peut faire de l'argent avec vos poubelles, les grandes industries de l'ordure comptent bien s'en occuper. Déjà, les groupes communautaires de recyclage sont tranquillement tassés dans leur coin.

«Vous savez, les entreprises communautaires ça sert à allumer l'opinion. Si ce qu'ils font devient rentable, ils se font bouffer. Il n'y a rien de surprenant là-dedans», affirme M. Roc Généreux, responsable du dossier au ministère de l'Environnement du Québec pour la région de Montréal.

Dans les coulisses de la consommation

Avant de recycler les déchets, il faut bien les ramasser. Logique. Toutefois, la plupart des contrats de cueillette d'ordures sont décrochés par de grandes firmes multinationales. **West management Industries, Browning-Ferris Industries (BFI) et Laidlaw**, sont, à ce chapitre, les principaux entrepreneurs. Un livre publié

en 1984 et intitulé **La bataille des ordures**¹ fait grandement état de la dynamique qui anime cette industrie particulière et souvent acquinée avec la mafia.

Il lève, en outre, le voile sur l'existence de conglomerats des ordures et émet des doutes à propos du secteur privé comme institution adéquate pour contrôler la circulation des rebuts. «Leurs intérêts ne coïncident que rarement avec l'intérêt public», écrit l'auteur.

«Cela a toujours été notre philosophie d'exploitation à **Waste management** que de contrôler notre destinée», lit-on dans un rapport annuel de la compagnie, rédigé dans un étrange français. Cette «destinée» a reposé longtemps sur la maîtrise de toute la chaîne de gestion des déchets. Celle-ci se termine habituellement par de traditionnels dépotoirs qui ont maintenant mauvaise réputation. C'est pour y remédier que l'on fait valoir le recyclage comme une alternative. Apparaît alors un phénomène corollaire de la prise de conscience écologiste: on peut spéculer sur l'ordure. Dès 1974, au Canada, on osait même prédire qu'après l'agriculture, l'industrie du recyclage serait, en l'an 2000, la plus grande industrie du pays.

Cependant, tout se passe comme si on délimitait le terrain du recyclage de la même façon qu'on a déjà dessiné celui de la cueillette des sacs verts. En gros, les circuits rentables pour les éboueurs, comme ceux des grandes villes, sont laissés à

l'entreprise privée tandis que les autres, dans les localités rurales, relèvent du secteur public ou sont assumés par de petites entreprises.

Comme il fallait s'y attendre, on développe, de la même manière, deux modèles de récupération. L'un, urbain, dont les contrats plus profitables sont accaparés par la grande industrie; l'autre, rural, qui est laissé aux groupes communautaires de recyclage.

La bataille de la récupération

«Les couteaux volent bas dans la récupération», dit Régis Potvin, PDG du groupe **Energie** tout en refusant de répondre aux questions, soupçonnant de viles indiscretions d'un compétiteur. «J'ai eu des mauvaises expériences, on ne cherche pas à comprendre correctement mon travail. Et puis, qu'est-ce qui me garantit que tu es journaliste?»

Indépendant des grands conglomerats, M. Potvin n'est quand même pas très bien vu par les pionniers du recyclage. Il a fusionné trois petites entreprises de recyclage sans but lucratif pour en créer une nouvelle, avec une mission lucrative. Une business, quoi. Seulement, M. Potvin n'est pas naïf et il est vrai que, pour avoir leur part, les groupes de récupération-recyclage vont devoir jouer du coude, comme des mouettes, des rats ou des pigeons sur un dépotoir, avec les grosses firmes de cueillette des ordures. «Nous on aime autant ne pas penser à ça» glisse Myriam Tison, de la **Compagnie des jeunes récupérateurs de Longueuil**.

La lutte pour les ordures ne sera pas facile. «Il faudrait que ces groupes communautaires se structurent comme des entreprises pour faire du recyclage à l'avenir. Et encore, il n'est pas évident qu'ils seront aussi bien préparés et équipés pour ce travail qu'une grosse firme», affirme Scott McKay, un conseiller municipal montréalais, qui a aussi été vice-président du Comité ad hoc sur la récupé-



ration des déchets.

Dans la métropole, les nouveaux contrats de cueillette d'ordures contiennent maintenant une clause obligeant les entreprises à se tenir disposées à faire la «cueillette sélective» du verre, du papier et du métal. Dès cet automne, on entreprendra d'ailleurs, dans des quartiers non déterminés au moment de mettre sous presse, une expérience-pilote.

«Si, à Montréal, on ne prévoit malheureusement pas instaurer un programme de subvention pour venir en aide aux petits groupes, on compte cependant leur laisser un important volet pour la sensibilisation. Ça leur serait mieux adapté», poursuit M. McKay.

Des poubelles sans fond

M. André Delisle, président de la Corporation de développement économique pour la récupération et le recyclage de la région de Québec (CODERR-03), s'inquiète de cette tendance. «Si les groupes communautaires se départissent des opérations qui leur permettraient de tirer quelque revenu, avec quels moyens financiers feront-ils l'information et la sensibilisation de la population? Selon lui, à titre de «promoteurs» de la récupération, les groupes communautaires devraient recevoir du récupérateur une somme proportionnelle au tonnage recueilli, somme qui servirait à financer la poursuite des activités de sensibilisation.

Comme pour nombre de petits groupes, la motivation première de la Compa-

gnie des jeunes récupérateurs de Longueuil, est de fournir des emplois. «Les considérations écologiques restent très présentes. C'est d'ailleurs par souci de protection de l'environnement que les gens acceptent de participer à la récupération. Avec tout ce travail de sensibilisation que l'on fait depuis des années, je peux vous dire que le terrain est maintenant bien préparé pour les gros», poursuit Mme Tison, un peu sarcastique.

Déjà, les organismes de recyclage ont dû assumer les caprices un peu vicieux du marché de la récupération. Il y a quelques années, une papetière s'était mise à entreposer le papier journal recyclé pour faire chuter les prix à l'achat. «Ça ne peut plus se faire aujourd'hui, soutient Myriam Tison. Ça regarderait trop mal.»

Certes, la récupération-recyclage n'a pas l'air encore très rentable à première vue. On vend encore à diverses papeteries, pour 30 dollars, une tonne de papier qui coûterait 100 dollars à ramasser. Pour corriger cette situation, il faudrait que les municipalités, responsables de la gestion des déchets, versent aux récupérateurs un pourcentage correspondant à la quantité de déchets récupérés à la source. À Victoriaville, **Récupération Bois-Francs** a pu négocier une telle entente avec les municipalités: elles lui versent dix dollars par porte parce que Récupération Bois-Francs recueille le quart des déchets. «Une entreprise de récupération à la source ne peut se rentabiliser que dans la mesure où on ajoute aux prix (des matières

vendues) la reconnaissance des services rendus à la municipalité au chapitre de la gestion des déchets», résume l'une des brochures publiées par le groupe.

Du recyclage high-tech

En Ontario, de gigantesques centres de tri commencent à voir le jour. Un des plus anciens, situé à Downsview et appelé **Ontario Center for Resource Recovery**, appartient à BFI. Faut voir. Composée de gigantesques trieuses, de déchiqueuses géantes, de convoyeurs énormes, la machinerie du Centre sépare magnétiquement les déchets, les fait tourbillonner, culbuter, les nettoie à l'air et les empaquette. C'est comme ça que les industries vivent à l'écologie.

En attendant, quand la bonne conscience devient encore plus rentable, on est bien prêt à la manifester. C'est ce que démontre BFI en faisant frapper, dans du métal recyclé, un médaillon sur lequel on pouvait lire cette parole de Jacques-Yves Cousteau: «Depuis le commencement des temps, chaque génération a combattu la nature. Maintenant, en l'espace d'une seule génération, nous devons changer et devenir les protecteurs de la nature». Qu'est-ce qu'on ne ferait pas encore? ■

1. CROOKS, Harold, **La bataille des ordures**, Editions du Boréal Express, 1984.

Raymond Lemieux est journaliste-pigiste.



Sondez-moi ça!

par Nicole BRAIS

On a sûrement déjà, au détour d'un trottoir, au hasard d'un coup de fil, sondé votre opinion. Quel sujet, du plus public et controversé au plus intime et toujours controversé, n'a pas fait l'objet d'un sondage et d'une manchette des journaux? Du libre-échange à la tête de Turner, de la destination de vos prochaines vacances au célibat des prêtres, de l'avortement à la prétrise des femmes... et j'en passe.

Vous-même, j'en suis sûre, avez déjà utilisé cet outil inestimable qu'est le sondage d'opinion pour guider vos interventions. Du genre: qu'est-ce que vous avez le goût de manger ce soir? Ça vous a peut-être valu de garder le steak haché pour le lendemain et de faire dégeler le poulet. Le fait est que ça nous permet de mieux cerner les besoins et ainsi de mieux satisfaire «NOT'monde». Les producteurs de biens de consommation l'ont

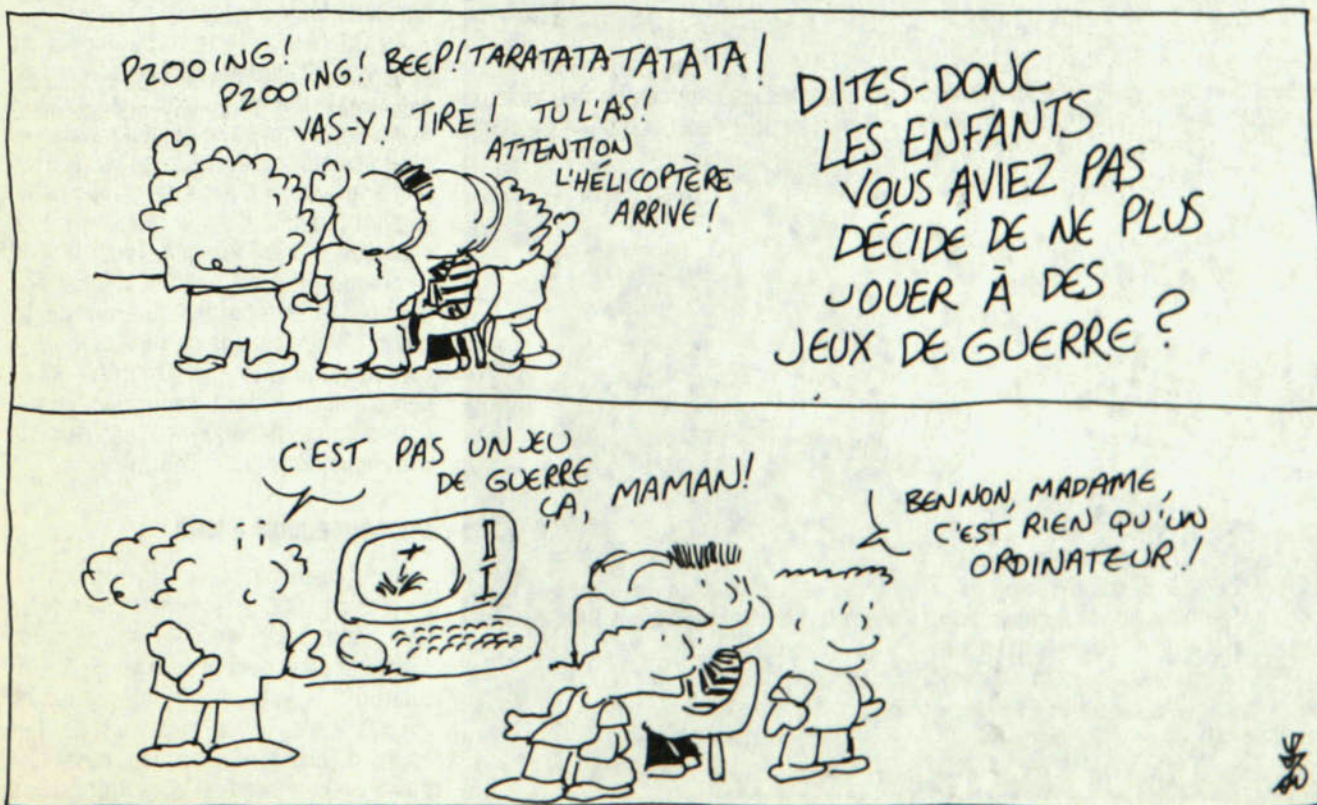
bien compris, eux qui allouent une part de leur budget et de leurs profits à de telles investigations. Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans notre produit? L'odeur, la saveur, la couleur? Préférez-vous un emballage transparent ou opaque? Certains iront même jusqu'à monnayer votre précieuse opinion. Libre à eux d'y mettre tant d'énergie. Personnellement, je suis nettement plus sensible aux étiquettes rouges des ventes qu'à n'importe quel emballage chromé amélioré. Je suis infidèle, les ventes m'appellent...

Mais que penser des guerres de sondages que se livrent, à coup de statistiques indigestes, et sous le couvert de firmes spécialisées, les élus et les boudés du peuple? Ces pratiques relèvent-elles de la même logique que la précédente?; s'agit-il de «marketing» politique? Qu'est-ce qui vous attirerait davantage chez nous? La couleur, les nuances, l'absence de cou-

leur? La saveur locale ou l'internationale? Qu'est-ce qui vous fait hésiter à acheter notre produit? Ah tiens, c'est l'odeur. Notre tête d'affiche vous déplaît? Bombardée mensuellement par les résultats concluants de sondages bien orchestrés, elle finira bien par tomber. Ce qui vaut pour Turner, vaut aussi pour nous. L'ennui, en publicité comme en politique, c'est qu'on finit par se faire avoir à l'usure. D'abord un reflet de ce qu'on veut, les sondages, avec leur aura scientifique, deviennent facilement le message de ce qu'on devrait vouloir. Vous êtes un Québécois moyen, âgé de 25 à 35 ans, habitant la banlieue de Montréal et vous voulez vous faire une opinion sur les sujets chauds de l'actualité: lisez les sondages des deux dernières semaines! ■

Nicole Brais coordonne le secteur «promotion communautaire» du Centre St-Pierre.

LE MONDE VU D'EN BAS





Palestine: aussi le combat des gens d'ici!

par PIERRE GAUDREAU

Au printemps dernier, à l'invitation de la Coalition québécoise pour la paix en Palestine, plus de 2000 personnes ont signé une pétition demandant au gouvernement canadien d'appuyer la tenue d'une conférence internationale avec la participation de l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine). Une centaine de personnalités du mouvement populaire, syndical et étudiant se sont ralliées à cette déclaration, publiée sous forme d'annonce dans le quotidien **La Presse**. Le jour même du 14 mai, cheminant lentement boulevard René-Lévesque, quelque trois cents manifestants se sont arrêtés devant les consulats israélien et américain et devant le bureau du secrétariat d'Etat du Canada: des représentants de la communauté arabe, québécoise et juive ont alors pris la parole.

Durant tout l'hiver dernier, les médias nous ont rapporté des images saisissantes du soulèvement palestinien en territoires occupés. Ce soulèvement, comme le situait Rachad Antonius dans le dernier numéro de **Vie ouvrière**, se produit en un moment particulier de l'histoire palestinienne. 1987 marquait le 20ème anniversaire de l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza. 1988 marque le 40ème anniversaire de la création de l'État d'Israël, suite à l'adoption d'une résolution de l'ONU. Cette résolution prévoyait la création d'un État israélien et d'un État palestinien: 40 ans plus tard, tant dispersé en exil que dans les territoires occupés, le peuple palestinien lutte toujours pour sa patrie.

Au Québec, la lutte palestinienne ne soulève peut-être pas les passions, mais elle suscite depuis plus de vingt ans une sympathie importante qui nous vaut même l'accusation de peuple raciste¹. Le printemps dernier, deux développements se sont produits dans le mouvement de solidarité avec la Palestine. Tout d'abord, la création de la Coalition québécoise pour la paix en Palestine, puis une déclaration d'une centaine de membres de la communauté juive d'ici. Un geste qui se démarque clairement du discours auquel nous sommes habitués de la part de cette communauté (voir l'encadré).

Un mouvement à unir

Depuis la manifestation du 1er juin 1983, où plus de 2000 personnes se sont massées contre les portes du Ritz Carlton de Montréal pour dénoncer la visite d'Ariel Sharon², le mouvement de solidarité avec la Palestine est moins visible. Les coups d'éclat sont rares, le mouvement menant plutôt un travail d'information sur



ANDRÉ QUÉRIY

Des juifs montréalais dénoncent

La répression violente et meurtrière exercée par le gouvernement d'Israël n'est pas dénoncée uniquement par les Palestiniens et les Palestiniennes.

Au Québec comme à Toronto ou à New-York, des Juives et des Juifs rejettent les propos du gouvernement israélien à l'effet que la rétrocession des territoires occupés constituerait une menace pour la sécurité d'Israël.

Pour appuyer le mouvement israélien pour la paix, un groupe ad hoc s'est formé à Montréal, au début de cette année: Juifs pour une paix durable a organisé, outre la pétition qui est parue dans **Le Devoir**, une manifestation devant le consulat israélien, le 4 avril dernier.

L'impact de telles actions dans la communauté juive est faible. Andréa Lévy, une des organisatrices de la pétition, explique: «Il y a toujours eu des réticences à critiquer Israël parce qu'on ne se trouvait pas sur les lieux. Et puis, on aime autant ne pas en parler par peur de nuire à la sécurité de l'Etat».

La situation s'est beaucoup détériorée depuis l'invasion du Liban par l'armée d'Israël et les massacres des camps de réfugiés de Sabra et de Chatila. Pour Andréa Lévy, il devenait de plus en plus évident qu'une réaction publique était nécessaire pour que se démarquent les Juifs qui n'endossaient pas cette tuerie et les violations des droits humains et civils des Palestiniens.

Les signataires de la pétition sont d'avis que la sécurité du peuple palestinien et du peuple d'Israël passe inéluctablement par un processus de paix négociée incluant des représentants que le peuple palestinien choisirait lui-même.

Andréa Lévy précise. «Israël ne vivra jamais en paix sans une solution juste et durable face aux territoires occupés. Le colonialisme et les agissements militaires du gouvernement israélien amènent une distorsion à l'intérieur même d'Israël et menacent la démocratie».

D'ici à un règlement juste du conflit entre l'Etat hébreu et le peuple palestinien, il y a beaucoup à faire. D'abord informer, même dans le milieu juif québécois. Le groupe Juifs pour une paix durable prévoit donc continuer son intervention. En cela, il s'ajoute à d'autres organisations juives comme «Canadian Friends for Peace Now», «Jews for Just Peace» (Toronto) et le Regroupement pour un dialogue Israël-Palestine.

Shalom Archav! (Paix maintenant!)

par JEAN TREMBLAY

la situation en Palestine. Les conférences de délégations ayant séjourné en Palestine ou d'invités palestiniens se succèdent. L'hiver et le printemps derniers, c'est à un rythme essouffant que le public était convoqué à ces activités.

S'il s'agit d'un travail intéressant et pertinent, il reflète toutefois un certain éclatement. De l'Association Québec Palestine au Centre d'études arabes pour le développement (CEAD), en passant par le Salam (un groupe de jeunes pour la paix en Israël), de multiples groupes sollicitent la solidarité avec la Palestine. Mais la plus honnête des personnes ne voit pas nécessairement où et comment manifester sa sympathie, au-delà de la participation à ces multiples assemblées.

C'est pour unir et rendre plus visible ce mouvement qu'on a lancé un appel à la création d'une coalition québécoise pour la paix en Palestine. Un appel auquel ont

répondu des membres de l'Association Québec Palestine, du CEAD, de Salam, de l'Union des étudiants marocains à Montréal, du Caf'tiers et de quelques autres groupes.

C'est ainsi que la coalition a privilégié deux interventions autour du 40ème anniversaire de la création de l'état d'Israël: la pétition en faveur notamment d'une conférence internationale où l'OLP serait présente et la manifestation devant les consulats américain et israélien et devant le secrétariat d'Etat du Canada.

Une unité difficile à construire

Après des mois de soulèvement populaire en Palestine, recueillir 2000 signatures et mobiliser trois cents personnes n'est pas très impressionnant.

Lorsque la coalition a dressé le bilan de ces deux activités, plusieurs éléments sont ressortis pour expliquer ce succès

plutôt relatif: les faiblesses organisationnelles et les difficultés de fonctionnement entre les individus s'expliquent en partie par le fait que la coalition a dû effectuer son travail en moins de deux mois. Mais d'autres questions sont plus difficiles à résoudre. Si la coalition a réussi à unir dans l'action les groupes québécois francophones, elle n'a pas réussi à entraîner la majorité des groupes des communautés arabe et anglophone qui auraient pu l'être.

Le clivage des deux solitudes a été maintenu. D'un côté la coalition n'a pas fait beaucoup d'efforts pour aller chercher ces communautés, mais par ailleurs celles-ci ont souvent de la difficulté à reconnaître le fait français. À ce sujet, la coalition a décidé de publier son matériel (tracts, pétitions, affiches) uniquement en français. Une décision qui a été remise en question lors du bilan.

Des différences dans les objectifs de travail sont aussi apparues. Pour certains, la priorité doit aller vers la sollicitation de l'appui de personnalités politiques, syndicales, etc. Pour d'autres, la coalition doit faire un large travail de conscientisation et de mobilisation auprès de l'ensemble de la population. Le choc entre ces deux visions — où la première a dominé — n'est sûrement pas étranger à la faiblesse de la mobilisation pour la manifestation du 14 mai, où l'on retrouvait effectivement un bon nombre de «personnalités» mais une faible mobilisation populaire.

Bref les défis sont grands. Mais l'existence même de la coalition constitue un acquis et des perspectives de travail se pointent, comme l'idée d'une grande fête de solidarité à l'automne. La solidarité avec la lutte d'un peuple victime de dépossession peut sûrement rassembler plus de Québécois et de Québécoises. ■

Pierre Gaudreau est militant de Salam, un groupe de jeunes pour la paix en Israël.

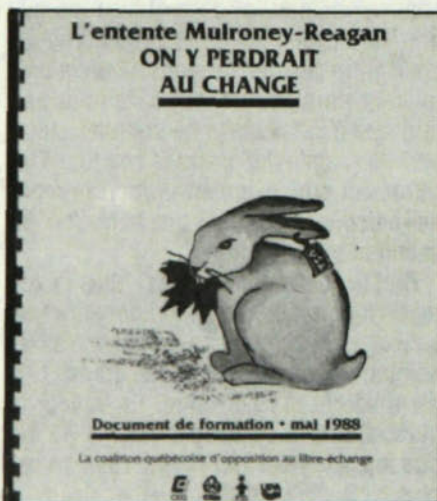
Jean Tremblay est animateur au secteur «promotion communautaire» du Centre St-Pierre et membre du comité «mouvements sociaux» de **Vie Ouvrière**.

1. La Ligue des droits de la personne B'nai Brith dans son rapport annuel sur le racisme et l'antisémitisme évaluait que les Québécois avaient un haut niveau de racisme. La méthodologie de cette enquête a été fortement critiquée: ainsi, pour B'nai Brith, c'est une marque de racisme que d'être partisan de la Palestine, dans le conflit israëlo-palestinien.
2. Ariel Sharon est le ministre israélien de la Défense, responsable du massacre des populations civiles dans les camps de Sabra et de Chatila.

Des outils contre le libre-échange

par MARTINE D'AMOURS

Sans nul doute, le dossier du libre-échange continuera d'occuper l'actualité politique et économique automnale. Il sera au centre de la prochaine campagne électorale fédérale. Déplorant le peu d'information et de débats entourant cet enjeu, des organisations opposées à la signature d'un accord de libre-échange ont produit des outils permettant de mieux en saisir le contenu et l'impact.



Pour un, la Coalition québécoise d'opposition au libre-échange, qui réunit la CSN, la FTQ, la CEQ et l'UPA, vient de publier **L'entente Mulroney-Reagan: on y perdrait au change**. «Ce document de travail (...) est l'outil de base pour une session de formation passant en revue les dispositions légales du projet Mulroney-Reagan et appuyant une démarche critique d'évaluation. L'objectif est d'amener les participants à mieux connaître la portée et les éléments de l'Accord, à évaluer les effets positifs aus-

si bien que négatifs et à reconnaître les incertitudes qui en résultent», peut-on lire en introduction.

Conçu à l'intention des animateurs et animatrices de sessions de formation, le document est rempli de données chiffrées et analyse minutieusement le contenu de l'Accord. Une série de fiches thématiques examinent l'impact du traité sur les différents secteurs d'activité: agro-alimentaire, fabrication des machines, industrie automobile etc. Le dossier traite aussi des conséquences sur la politique économique, les lois du travail, les programmes sociaux et la culture, expliquant notamment «qu'en donnant appui au traité canado-américain, le gouvernement Bourassa renonce de facto à ses prérogatives en matière linguistique». Il expose également des solutions alternatives au libre-échange: diversification des exportations, accroissement de l'auto-suffisance, négociation d'ententes commerciales sectorielles, mise en place d'un forum bilatéral et de mécanismes multilatéraux.

De deux, le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) consacre tout un numéro de sa revue **L'Événement** à la question du libre-échange. Intitulé **Le Canada n'est pas à vendre**, ce numéro spécial réunit une trentaine de textes, illustrant les impacts négatifs d'un tel traité sur les emplois, les programmes sociaux, l'agriculture, l'environnement etc. «Le pacte signé entre Mulroney et Reagan déborde le cadre d'un accord commercial, affirme Duncan Cameron en introduction. C'est un pacte sur la propriété et la gestion de l'économie. En vertu de ce traité international, le Canada cède son pouvoir parlementaire au secteur privé et à Washington. Nous aurons moins à dire sur notre vie nationale et nous serons plus dépendants des décisions prises aux Etats-Unis. Quand la population canadienne saura cela, elle sera indignée. Le



débat sur ce traité n'est pas un référendum sur les Etats-Unis. C'est un débat sur le genre de *Canada* que nous voulons».

Moins bien pourvue en données chiffrées que le document de formation de la Coalition québécoise, la revue du SCFP est en revanche beaucoup plus «politique». «La seule bonne nouvelle au sujet de cette entente, c'est qu'on peut encore y remédier. Et la seule façon de le faire c'est de ne pas réélire un gouvernement conservateur majoritaire». **L'Événement** invite ses lecteurs et lectrices à joindre les coalitions provinciales d'opposition à l'Accord, d'écrire aux journaux, de rencontrer leurs députés. Il propose aussi des solutions de rechange au libre-échange, similaires à celle développées par la Coalition québécoise. ■

On peut se procurer le document **L'entente Mulroney-Reagan: on y perdrait au change** en s'adressant à la CSN, la CEQ, la FTQ et à l'UPA. Ces quatre organisations peuvent également organiser des sessions de formation, sur demande.

La revue **L'Événement** est disponible au SCFP, 2100 Papineau, 3ème étage, Montréal Qc H2K 4J4.



par JEAN FOREST

La presse communautaire: «seule au monde»

A la fin de mai, l'AMECQ (l'Association des médias écrits communautaires du Québec) a tenu son 7^{ème} congrès dans un climat d'inquiétude puisque la très forte concentration de la presse régionale laisse présager des jours difficiles, sinon sombres, pour la liberté de presse et la qualité de l'information partout au Québec.

Un congrès règle rarement le sort du monde mais il rassemble les forces et donne l'occasion de réfléchir pour mieux orienter l'action. Comme celui-ci n'a pas modifié l'état précaire dans lequel survit la presse communautaire, le «commentaire» paru dans **L'ECHOLOGIQUE**, un périodique communautaire du Saguenay, garde toute son actualité et permet de mieux comprendre la situation.

Des 45 journaux communautaires actuels, précise Jean Bergeron, la plupart (35 en fait) sont distribués en milieu rural. L'objectif de toute cette presse alternative est de «réfléter le vécu des gens et de réfléchir sur des situations négligées par la grande presse». Depuis l'an dernier, cette volonté, tout à fait saine et démocratique, est totalement laissée à elle-même par le ministère des Communications du Québec, qui n'aide plus d'aucune façon ces médias.

Des médias dont il est un

des «garants» pourtant, puisque ce qui distingue les journaux communautaires c'est «que ce sont des organismes à but non lucratif et à propriété collective». Or, poursuit **L'ECHOLOGIQUE**, c'est à la collectivité toute entière, le gouvernement compris, d'assumer sa responsabilité de propriétaire. Non seulement il ne l'a pas fait, en abandonnant le programme PAMEC, mais il n'a pas accepté non plus toute autre forme d'aide au plan technique.

De sorte que... «A l'heure actuelle, une dizaine de journaux sur 45 ont cessé leurs activités. Tous les autres vivent une situation financière très précaire. Si rien ne bouge, on peut prévoir la fin des médias communautaires à court terme».

Le congrès de l'AMECQ a sûrement stimulé l'énergie «de la dernière chance» mais si le ministre French continue de faire la sourde oreille et son gouvernement d'abandonner tout le monde à son sort, la presse communautaire risque véritablement de disparaître.

Le gouvernement au pouvoir compte-t-il sur le libre-échange et sur les Américains pour protéger notre langue, notre culture et notre liberté? Vraiment, ce serait «le bout du bout».

Le passage de Greenpeace à Trois-Rivières

LA GAZETTE POPULAIRE de Trois-Rivières a fait un large écho aux actions écologiques récentes du groupe Greenpeace dans la région. La presse nationale en a aussi parlé, montrant les militants de ce mouvement international en train d'arroser les murs de la Wayagamack, de Kruger ou de CIP avec l'eau toxique que ces papiers rejettent dans le St-Maurice.

Ce qui est encore plus intéressant toutefois, c'est de voir à quel point cette présence du Béluga de Greenpeace a stimulé les groupes locaux dans leur action pour forcer ces compagnies à prendre les moyens à leur disposition pour réduire leur pollution de l'environnement.

Le porte-parole de Greenpeace a été très clair à ce sujet:

«...au niveau des pâtes et papiers, il y a de la technologie qui est présentement disponible pour réduire les matières de suspension, pour réduire les composés chimiques, comme les organochlorés, dans l'eau. La technologie existe et est utilisée au Japon, en Suède et en Allemagne de l'Ouest avec un très grand succès. C'est un procédé à base d'oxygène qui, à la longue coûte moins cher à utiliser que le chlore. Ce n'est pas une question d'argent pour laquelle les

compagnies ne l'utilisent pas ici. Premièrement, ce n'est pas réglementé donc les compagnies s'en foutent éperdument. Deuxièmement, c'est juste une question de volonté. Si c'était réglementé, les compagnies le feraient et il n'y aurait pas de problème. Mais ça ne l'est pas».

Le journal conclut: «Par leur action, les gens de Greenpeace ont ré-actualisé les conséquences cruelles d'un développement économique déséquilibré». Les groupes locaux préoccupés par cette question sont la Fédération québécoise de la Faune, le Syndicat des travailleurs du papier, le groupe VIPOIN (victime de la pollution industrielle), le Regroupement des usagers de la rivière St-Maurice, le groupe SOS Déchets et l'ACEF.

Le suicide en Estrie

Le triste recours au suicide n'est pas le seul fait des habitants des milieux urbains. En un an, il y aura eu 270 mortalités en Estrie. De ce nombre, 50 sont le résultat de suicides, révèle le journal communautaire **Le Haut St-François**. La communauté estrienne s'emploie à contrer ce phénomène en créant des centres d'écoute téléphonique mais aussi un service d'urgence, accessible la nuit et les fins de semaine (**Le Haut St-François**).

Jean Forest travaille au secteur «communication» du Centre St-Pierre.



Journal du Chili

De plus en plus de jeunes Québécois-es, un jour ou l'autre, remplissent leur sac à dos et mettent le cap sur un pays du Tiers-monde. Ils partent, parfois pour travailler au sein de projets de solidarité internationale, parfois simplement par goût de voyager et de faire la connaissance d'un autre peuple. Josée Desrosiers, 23 ans, est l'une de celles-là; au printemps dernier, pour fêter la fin de son bac en études littéraires, elle a passé deux mois au Chili en compagnie de deux amies québécoises d'origine chilienne. Elle nous livre ici une partie de son journal de voyage.

Ils et elles sont près de 12 millions de Chiliens-ne-s. Ils se sentent habitants d'Amérique tout en formant un peuple distinct: «Le Chili, c'est le peuple et non Pinochet», disait Sylvia. Et je l'ai constaté à un spectacle organisé par la radio communautaire Umbral pour le rachat et la défense de l'identité chilienne. Quinze mille personnes ébranlaient le stade à chanter les mêmes slogans, les mêmes chansons chiliennes; une foule qui se répondait selon une seule et même conscience de masse. J'avais des frissons d'être baignée dans une ivresse collective.

Un dur labeur pour la majorité

J'habitais une poblacion nommée Renca. Une poblacion est un quartier qui entoure le centre de Santiago. Ces quartiers ont été formés par les gens de la campagne qui venaient vivre dans la capitale, espérant de meilleures conditions de vie. La grande étendue des poblaciones fait qu'elles sont divisées en secteurs.

Nous habitons un secteur fondé depuis plus d'une dizaine d'années. C'est une suite de maisons collées, construites sur un terrain qui appartenait à l'usine de la région. Avec la fermeture de la compagnie, le secteur a été laissé aux mains des habitants, n'appartenant ni à la ville, ni aux résidents. Il existe des poblaciones plus récentes qui affichent l'allure de bidonvilles.

La vie là-bas signifie un dur labeur pour la majorité. Les gens affrontent minimum 10 heures de travail par jour, cinq à six jours par semaine, ou sinon font face à un chômage coriace. Beaucoup de femmes travaillent et se démènent dans leurs tâches ménagères, en déléguant quelques-unes à leurs enfants plus vieux ou à leur mari.

Le soir, entre voisins, on se visite pour

jaser: les souvenirs, les actualités, les discussions politiques... Les vendredi et samedi, on organise la lota, une sorte de bingo. Sinon ce sera une fête, un spectacle musical ou théâtral. Le secteur de Renca a son groupe de musique, de théâtre et son équipe de soccer, formés généralement de jeunes.

Les repas copieux servis lors de notre arrivée ne sont pas le menu quotidien. Les Chiliens se nourrissent surtout d'aliments bourratifs: le pain, le maïs, les pâtes et le riz. Le lait et la viande sont des denrées chères. Pas étonnant qu'on annonce dans les journaux qu'environ 3 000 Chiliens meurent chaque année d'un cancer gastrique. Avant le gouvernement d'Augusto Pinochet, la distribution de lait se faisait dans les écoles; aujourd'hui, à trois ans, un enfant commence à boire du thé.



SOCIÉTÉ DES MISSIONS-ÉTRANGÈRES

Toujours, partout: les pacos

On s' imagine qu' aller en pays de dictature, c' est dangereux et bourré de militaires. En effet, il y a une quantité exagérée de «pacos», policiers habillés en vert kaki qui se confondent avec des officiers militaires. Aussi, il y a des bases militaires partout; dans les plus petits patelins, on retrouve une base surveillée par des soldats, mitrailleuse à la main; ceux-ci se nomment «milicos». On les voit parfois défilé dans les rues scandant des chansons ou simplement se succédant dans un cortège de jeeps.

Ils se manifestent aussi quand le climat social est échauffé: grèves, manifestations, rassemblements, reprise de l'année scolaire, etc. Entre autres, j' ai participé à la manifestation pour la Journée internationale de la femme. Ils nous ont accueillis en treillis, avec des bombes lacrymogènes, des camions-arroseurs d' eau d' égout, tentant d' éteindre les slogans revendicateurs. Plusieurs personnes furent arrêtées. Fait également significatif: chaque journal consacre deux pages ou plus à une chronique policière. Seul le journal officiel *El Mercurio* possède «humblement» un encadré de faits policiers.

Aussi, les pacos ont tous les droits. Ils ne paient pas dans les autobus de la ville. Ils ont droit à un service plus rapide dans les restaurants et quelquefois, ils ne paient pas. Ils entrent partout, s' ingèrent partout; le pays semble leur appartenir...

Une vie communautaire intense

Dans le quotidien, les Chiliens ont une vie communautaire intense. Comme exemple frappant, il existe un système de santé alternatif qu' on nomme les polycliniques; il y en a sept à Santiago. Subventionnées par un organisme international de l' Eglise ouest-allemande, elles fonctionnent à base de bénévolat. Les polycliniques donnent des cours de premiers soins aux bénévoles; c' est à ceux-ci que revient la responsabilité de donner des soins (premiers soins, injections...) dans leur population respective. La majorité des bénévoles sont des femmes. Celles-ci sont très intéressées par ces cours pour mieux remplir leur rôle de mère.

La polyclinique est aussi un établissement où les gens peuvent se rendre pour de plus graves symptômes. Le médecin peut donner des soins sommaires,



SOCIÉTÉ DES MISSIONS ÉTRANGÈRES

n' ayant pas tout le matériel dont disposent les hôpitaux. Le prix à payer pour les soins administrés est à la discrétion du patient: qu' il apporte de la nourriture, qu' il paie ce qu' il peut ou qu' il s' offre à laver le plancher, c' est tout à fait libre à lui. Les polycliniques ont aussi un rôle de prévention et d' éducation, tant sur la nutrition ou l' hygiène que sur l' abus de médicaments, le système de santé national, etc.

Ce système national de services de santé comprend les hôpitaux gouvernementaux. Ils sont peu nombreux et le fisc leur donne peu d' argent, avec pour résultat une pénurie généralisée. Comme les hôpitaux privés, ils sont payants: tant pour les examens, les traitements, l' hospitalisation, le dentiste que pour les médicaments.

L' espoir de l' après-Pinochet

Avec peu, les Chiliens s' organisent beaucoup. Ils ont espoir en l' avenir, en dépit de leur situation politique. J' ai trouvé que cela contrastait avec notre société occidentale en chute libre où les gens appréhendent l' avenir pour des raisons écologiques, technologiques, de guerre ou de santé mentale. D' ailleurs à mon retour, j' ai remarqué combien de gens,

dans nos rues, souffrent de problèmes psychologiques graves.

Certains jeunes Chiliens, moins patients dans l' attente de la chute du régime, veulent immigrer en Argentine ou dans les pays occidentaux. D' autres, par contre, bouillent et éclaboussent les murs de graffiti des différentes formations politiques. Mais pour entrer en contact avec eux, il fallait d' abord nous accorder sur un « Non à Pinochet », quels que puissent être nos autres points communs. Bref, ces jeunes ont une motivation pour vouloir vivre et construire l' avenir. Ils disent que ça ne peut pas être pire que ce qu' ils vivent actuellement.

L' existence par exemple d' une radio communautaire (Umbral), d' un quotidien quasi-gauchiste (Fortin Mapocho Diario) ou d' une jeune revue (Trauko) reflètent une force montante contre le régime. La nouvelle musique chilienne l' illustre aussi en se concentrant moins sur les messages, mais davantage sur le plan instrumental, avec des groupes comme Fulano ou Santiago del nuevo extremo.

En définitive, Pinochet fait la risée de tous. Il est rare qu' une blague ne renferme pas une pointe contre le président, signe que tout un peuple souhaite ardemment que le dindon de la farce perde ses plumes subito presto... ■



La paix... pour la jeunesse d'Amérique centrale!

par Lorraine GUAY

«Nous, les présidents des Républiques du Guatemala, du El Salvador, du Honduras, du Nicaragua et du Costa Rica, réunis dans la ville de Guatemala, les 6 et 7 août 1987, nous avons convenu: de relever pleinement le défi historique consistant à forger un avenir de paix pour l'Amérique centrale; de nous engager à lutter pour la paix et à faire disparaître la guerre; de faire prévaloir le dialogue sur la violence et la raison sur les rancunes; de dédier ces efforts de paix à la jeunesse d'Amérique centrale dont les légitimes aspirations de paix et de justice sociale, de liberté et de réconciliation ont été frustrées pendant plusieurs générations; de faire du parlement centro-américain un symbole de liberté, d'indépendance et de réconciliation auquel nous aspirons en Amérique centrale. Nous avons choisi une voie centro-américaine pour parvenir à la paix et au développement, mais nous avons besoin d'aide pour qu'elle devienne réalité. Nous réitérons avec conviction que la paix et le développement sont inséparables.»

Préambule aux Accords de Paix signés les 6 et 7 août 1987

Derrière ce nouveau langage, une nouvelle réalité?

Ce sont les Nicaraguayens et les Nicaraguayennes qui nous ont habitués à entendre parler de paix, de développement, de justice sociale. Les premières, et dès 1981, ce sont les forces d'opposition salvadoriennes regroupées au sein du FDR-FMLN¹ qui avaient proposé le dialogue et la négociation comme moyens privilégiés pour parvenir à la paix. Et voilà que ce sont maintenant les Duarte, Cerezo, Azcona, tous des présidents «civils» mais contrôlés par leurs armées respectives, qui adoptent le même langage! Voilà que le président costaricain Arias «dont le propre parti

n'avait pas été tendre envers le Nicaragua, ayant même fermé les yeux sur les activités de la contra sur son propre territoire»,² voilà donc que ce président déploie une activité diplomatique intense pour parvenir à un plan global de paix par et pour l'Amérique centrale, tout ceci contre la volonté de l'administration Reagan. Que s'est-il donc passé?

Plusieurs facteurs ont contribué à créer ce mouvement en faveur de la paix. Mentionnons tout d'abord le travail du Groupe de Contadora (Panama, Mexique, Vénézuéla, Colombie) qui, dès janvier 1983, créait une brèche dans l'alliance sans nuage entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale. La formation du Groupe de Contadora marque une première fissure entre la position américaine et celle de gouvernements considérés comme des alliés de

longue date. Sans s'opposer de front aux Etats-Unis, les chefs d'Etat des grands pays de la région signifiaient à l'administration Reagan qu'ils optaient pour une voie différente de la sienne. Pour eux, la solution militaire, loin d'être la plus efficace, risquait d'entraîner une escalade du conflit, son extension à toute la région et la déstabilisation de leurs propres gouvernements. D'où la nécessité d'une solution politique au conflit, solution impliquant qu'on accepte la légitimité du régime sandiniste, à la condition que lui-même se soumette au verdict populaire dans des élections libres.

Peu de temps après, c'est au tour de l'Argentine, de l'Uruguay, du Brésil et du Pérou qui, en formant le «Groupe d'appui à Contadora», signifient clairement à Washington qu'il existe un mouvement continental en faveur d'une solution politique au conflit. Il aurait été dès lors quelque peu gênant pour les présidents centro-américains de s'opposer à leurs propres collègues et de s'enliser encore plus dans le giron vieillissant de Reagan! D'autant plus que ce dernier arrive en fin de mandat en bien piteux état (scandale de l'Irangate par exemple) et que les Démocrates, lorgnant du côté du pouvoir, cherchent une voie de rechange. C'est dans cette conjoncture immédiate qu'on peut comprendre l'élaboration du Plan de Paix adopté par les cinq présidents.

Le résultat de pressions populaires

On doit cependant reconnaître que ce Plan de Paix est, d'abord et avant tout, le résultat de formidables pressions du mouvement révolutionnaire, populaire et

Que prévoyait le Plan de Paix?

1) Un processus de réconciliation nationale par:

- l'ouverture du dialogue avec les forces d'opposition;
- une amnistie générale garantissant aux personnes visées l'usufruit de leurs biens et la sécurité;
- la création de la Commission de réconciliation nationale.

2) Un processus de démocratisation impliquant l'avancement de la justice sociale, le respect des droits de l'homme, la souveraineté, l'intégrité territoriale des Etats et le droit des nations à déterminer librement et sans ingérence étrangère, leur modèle économique, politique et social. Ce processus suppose une pleine liberté pour la radio, la télévision et la presse, de même que l'existence d'un pluralisme politique total au niveau des partis.

3) Une exhortation à l'arrêt des hostilités, i.e à négocier un cessez-le-feu effectif.

4) Des élections libres, pluralistes, honnêtes et sous surveillance internationale.

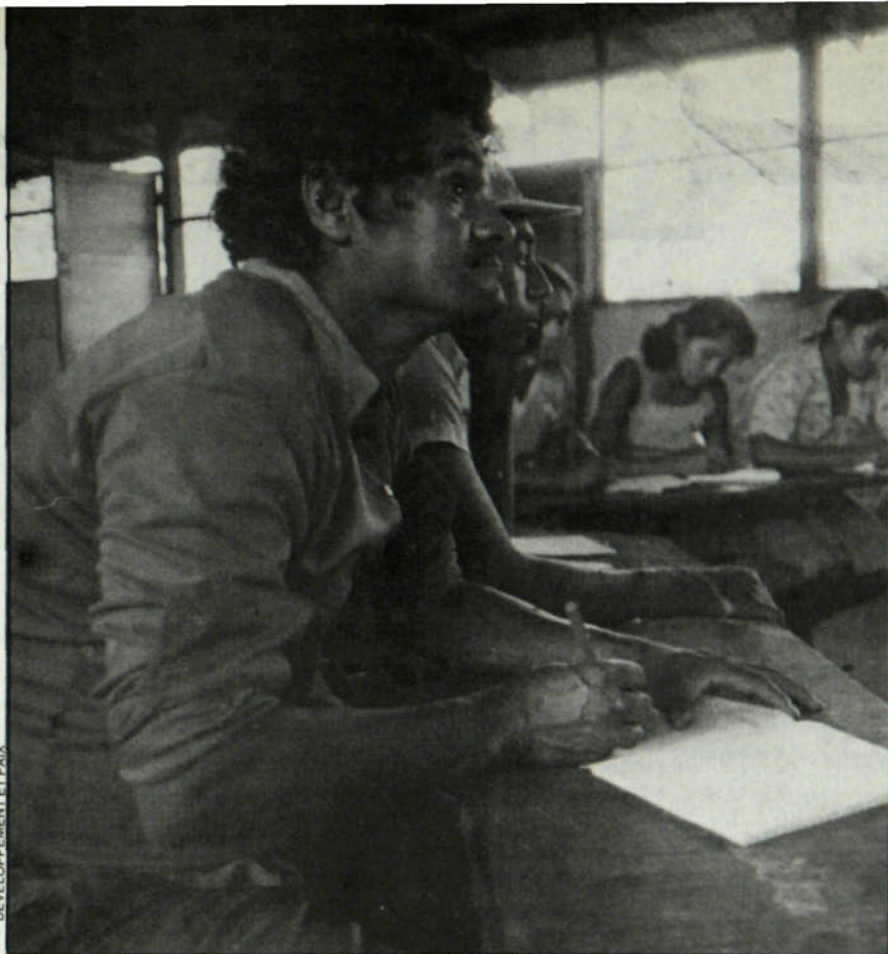
5) L'arrêt de l'aide aux forces irrégulières et aux mouvements insurrectionnels.

6) La non-utilisation du territoire à des fins d'agression contre d'autres états.

7) L'aide aux réfugiés concernant leur rapatriement ou leur relogement.

8) Une demande d'aide économique extraordinaire à la communauté internationale.

syndical des peuples centro-américains. Ce sont leurs revendications de justice sociale, leur travail de défense des droits humains, leurs luttes armées contre les oligarchies locales, leur résistance contre la torture, la répression et les bombardements de même que leurs capacités d'organisation qui ont empêché la solution militaire de l'emporter. Tous les conseillers militaires américains, l'équipement des plus sophistiqués, les milliards de dollars US, les manoeuvres les plus pourries (minage des ports nicaraguayens, embargo économique, désinformation, etc) n'ont pas réussi à faire tomber le



Au Nicaragua, le peuple attend avec impatience que soit repris le chemin des grandes réalisations sociales et économiques interrompues devant les nécessités de la défense.

gouvernement du Nicaragua, ni à écraser les forces révolutionnaires du El Salvador et du Guatemala. Cette nouvelle réalité s'impose. La situation ne peut continuer ainsi. Il faut ouvrir de nouvelles voies. Le Plan de Paix, ce sont les peuples d'Amérique centrale qui l'ont imposé à des dirigeants politiques peu enclins à travailler dans cette orientation.

Qu'est le Plan de Paix devenu?

Suite aux espoirs suscités l'an dernier par la signature des Accords de Paix, force est de constater que les embûches s'accroissent, mettant à rude épreuve la volonté politique des présidents centro-américains qui s'étaient pourtant solennellement engagés «à lutter pour la paix et à faire disparaître la guerre».

Au El Salvador, la torture, les assassinats et les disparitions continuent. Ainsi, quelques mois après avoir «bénéficié» de la loi d'amnistie, le président de la Commission des droits humains (non gouvernementale) est lâchement assassiné par les escadrons de la Mort. Une répression sélective s'exerce contre les dirigeants syndicaux, ouvriers et paysans.

L'armée salvadorienne ne cesse de mettre des bâtons dans les roues au mouvement de réfugiés qui cherchent à rega-

ner leurs terres. Enfin et surtout, il n'y a pas de reprise sérieuse de dialogue entre le gouvernement et les forces d'opposition du FDR-FMLN.

Au Guatemala, Cerezo lui-même, l'hôte de la conférence sur les Accords de Paix, a rencontré brièvement les représentants de l'UNRG (Unité nationale révolutionnaire guatémaltèque) à Madrid, en novembre dernier, pour déclarer ensuite qu'il avait le pays bien en mains et qu'il ne voyait pas pourquoi il ferait des concessions. Il vient également de refuser «la médiation de son homologue costaricain, Oscar Arias, pour le dialogue avec la guerrilla de son pays, alléguant que ce serait reconnaître la belligérance des rebelles». On se souviendra que les militaires guatémaltèques, les vrais maîtres du pays, avaient déclaré que ce Plan de Paix ne s'appliquait pas au Guatemala! Et voilà! Pas étonnant que ce régime détienne toujours le triste record de la violation des droits humains pour toute l'Amérique latine: l'armée maintient de puissants mécanismes de contrôle de la population civile.

Au Honduras, le gouvernement manifeste une lenteur quasi malade à se conformer à la moindre disposition des Accords de Paix. Revenant même sur la

(À suivre page 33)



L'encyclique de la Solidarité

par RAYMOND LEVAC

La dernière lettre encyclique de Jean-Paul II, publiée 20 ans après celle de Paul VI sur le développement des peuples, constitue un appel pressant en faveur d'une solidarité active des peuples du Nord avec ceux du Sud.

Nous vivons dans un monde d'interdépendance, constate-t-il. La frontière entre la richesse et la pauvreté passe à l'intérieur même des sociétés. Au Nord, on retrouve un quart-monde qui a toutes les caractéristiques du sous-développement, comme le chômage et les problèmes de logement. Au Sud, des minorités jouissent d'un luxe inouï. Il existe donc un tiers-monde ici, comme il existe un premier-monde là-bas. Depuis 20 ans, la situation des pauvres — là-bas comme ici — s'est considérablement aggravée: elle appelle à une solidarité active de tout le monde, en particulier, bien sûr, des membres de l'Église.

Une lettre critiquée

Ce texte fut reçu très diversement. En effet, les théologiens ultra-conservateurs aux États-Unis, dont Michael Novacks, se sont offusqués de voir comment le pape mettait sur le même pied le libéralisme économique et le collectivisme marxiste.

Plusieurs autres commentateurs voient par ailleurs que cette encyclique, contrairement à celle de Paul VI, tend à court-circuiter l'analyse rigoureuse aux plans économique et politique au profit d'une perspective moralisante.

Pour Jean-Paul II, la cause principale du mal-développement dans le monde réside dans la soif de profit et de pouvoir des dirigeants. La solution se retrouvera donc essentiellement dans leur conversion personnelle. Le texte parle, bien sûr, des mécanismes économiques, financiers et sociaux qui, manœuvrés par les pays riches à leur profit, fonctionnent indépendamment de la volonté des personnes. Mais le message s'adresse surtout aux riches des pays du Nord afin qu'ils se convertissent et qu'ils viennent en aide aux gens des pays du Sud.

Jean-Paul II appelle à une réforme du système commercial monétaire et financier international. Cela peut apparaître bien faible à la lumière du constat d'échec du développement qu'il fait au début de son encyclique.

Les peuples du tiers-monde ne sont aucunement présents comme sujets de leur propre histoire. La dynamique de libération populaire est pratiquement absente au profit d'une analyse du monde où s'affrontent l'Est et l'Ouest.

Venu de Pologne, Jean-Paul II est bien placé pour connaître les limites et les vices fondamentaux des régimes bureaucratiques des pays de l'Est. Cette sensibilité est donc bien présente tout au long du texte où il prône le droit à l'initiative économique et la liberté religieuse. Toutefois, les rapports de domination Nord-Sud présentés avec tant d'émotion par Paul VI sont ici très peu mis en lumière. Pour Jean-Paul II, la cause première des guerres, de la violence et de la militarisation dans le monde réside dans l'affrontement entre ces deux blocs idéologiques, le libéralisme économique et le collectivisme marxiste.

Dans l'Église, la crainte du marxisme demeure encore plus grande que celle du

capitalisme: on peut donc se demander si ce n'est pas une telle perspective d'apparente neutralité qui a conduit les évêques du Nicaragua, des Philippines et peut-être maintenant d'Haïti à se jeter du côté des intérêts capitalistes pour «sauver» l'institution ecclésiale.

Développement et évangélisation

Si, pour Jean-Paul II, l'Église n'a pas de troisième voie à proposer, elle oriente cependant le comportement chrétien dans le sens de l'engagement pour la justice, en conformité avec l'évangile.

L'affirmation selon laquelle le développement est partie intégrante du ministère pastoral de l'Église est particulièrement importante. Elle nous renvoie au synode sur la justice (1971) où l'on affirmait que l'engagement pour la justice est partie intégrante de l'évangélisation.

Les évêques locaux interviennent maintenant de plus en plus fréquemment de façon critique sur des questions sociopolitiques. On peut penser à la déclaration des évêques canadiens sur l'économie en 1983, ou à celle, toute récente, des évêques québécois sur la réforme de l'aide sociale. Mais ces déclarations ne se rendent pas facilement jusqu'aux membres de l'Église puisque l'éducation de la foi des catholiques, tout comme la formation de leurs pasteurs, ne leur permettent pas d'établir facilement des liens entre foi et questions sociales. Cette encyclique constitue toutefois un pas dans cette direction.

La paix, fruit de la solidarité

Le développement est l'accomplissement de la vocation humaine. Il fait partie du plan de création et de rédemption. Il est la réalisation du plan de Dieu sur le monde qui connaîtra sa finalité dans la plénitude des temps. Rejoignant les gran-

des préoccupations écologiques contemporaines, il affirme également que le développement doit se faire dans le respect de la nature.

Ce développement doit donc être au service des humains et faire l'équilibre entre l'être et l'avoir. L'encyclique fait une critique sévère de la société de consommation qui centre tout sur l'avoir au détriment de l'être. Il n'y a cependant pas là un éloge de la pauvreté car le manque d'avoir ne permet pas un réel développement de l'être.

Jean-Paul II estime que le mal-

développement est causé par une véritable idolâtrie où le désir du profit et la soif du pouvoir sont à la source du péché structurel qui gouverne les relations internationales. La solution passe donc par la conversion, une conversion qui a pour nom: **Solidarité**. Cela implique que les riches se sentent responsables des faibles et partagent leurs richesses avec eux. Les pauvres doivent continuer à faire croître la solidarité entre eux sur le terrain social. Les chrétiens doivent se dépenser pour le bien du prochain, se perdre pour l'autre au lieu de l'exploiter, le servir plutôt que

l'opprimer.

Dans cette perspective, on doit cesser cette course effrénée aux armements, cause majeure de la misère dans le monde. Il faut promouvoir la paix et cette paix ne peut être que le fruit de la solidarité.

Le mot solidarité revient d'ailleurs dans cette encyclique comme un leitmotiv pour l'avenir d'un monde qui, sans elle, apparaît bloqué. ■

Raymond Levac travaille au secteur «éducation» de Développement et Paix. Il est aussi membre du comité de rédaction de **Vie Ouvrière**.

(suite de la page 31)

lettre de ces accords, le président Azcona (qui niait auparavant la présence même de la contra sur son territoire) a déclaré qu'il ne l'expulserait pas tant qu'une amnistie complète n'entrerait pas en vigueur au Nicaragua.

Au Nicaragua, la paix est devenue une nécessité vitale. La situation interne devient de plus en plus difficile: l'effort de guerre mobilise les forces vives du pays qui, en d'autres circonstances, seraient consacrées au développement. Le peuple attend avec impatience que soit repris le chemin des grandes réalisations sociales et économiques interrompues devant les nécessités de la défense. Aussi, de tous les pays centro-américains, c'est le Nicaragua qui a le plus fidèlement respecté les Accords de Paix (comme il avait d'ailleurs toujours été le plus empressé à soutenir les propositions du Groupe de Contadora):

- amnistie pour tous les prisonniers;
- mise en place de commissions régionales de réconciliation;
- réouverture du journal d'opposition **La Prensa** et de Radio Catholica;
- élections libres déjà prévues dans la Constitution;
- levée de l'état d'urgence;
- levée des tribunaux populaires antisozialistes;
- négociation directe d'un cessez-le-feu avec la contra (Accord de Sapoa).

Ces efforts du Nicaragua sont constants et ce, malgré de très fortes pressions de l'administration Reagan pour faire échouer toute tentative de solution politique, négociée, aux conflits de la région. On pense ici au débarquement encore récent de 3000 soldats américains sur le territoire du Honduras... simple coup de force pour rappeler, si c'était nécessaire, que les Etats-Unis ne veulent

pas de paix négociée en Amérique Centrale. Ils lui préfèrent encore la paix des cimetières... quelqu'en soit le prix.

Forcer la réalisation du Plan de Paix

La signature des Accords de Paix représente certes une date importante, puisque jamais dans l'histoire moderne de l'Amérique centrale, les cinq gouvernements n'avaient réussi à définir une position unanime qui ne leur soit pas dictée par leur puissant voisin du Nord. Mais aucune entente politique ne saurait mettre magiquement fin à une crise qui s'enracine dans la nature même des sociétés centro-américaines.

La longue expérience des peuples d'Amérique centrale leur enseigne que ce ne sont pas des dirigeants à la Duarte, Cerezo ou Azcona qui peuvent tracer la voie vers une paix basée sur la justice sociale. Les classes possédantes qu'ils représentent ont trop d'intérêts à perdre. Il revient donc aux forces révolutionnaires, aux mouvements d'opposition, aux organisations syndicales, populaires et des droits humains de voir à ce que le Plan de Paix se réalise. Et pas n'importe comment! Le Plan de Paix doit amorcer le processus qui permette la réalisation à très court terme de revendications majeures issues de leurs luttes:

- les assassinats, les disparitions et la torture doivent cesser immédiatement;
- au Guatemala, au El Salvador, le dialogue doit reprendre entre le gouvernement et les forces d'opposition: cette reprise du dialogue repose essentiellement entre les mains de Duarte et de Cerezo, les forces d'opposition ayant déjà et depuis longtemps manifesté

leur volonté de négocier;

- les soldats américains doivent quitter le Honduras;
- la contra doit accepter les exigences d'une véritable négociation avec le gouvernement du Nicaragua et ne pas constamment bousiller les pourparlers.

La communauté internationale doit certainement faire pression en ce sens. Le Canada, en particulier, peut jouer un rôle important:

- s'il arrive à prendre ses distances, courageusement, face à la politique américaine en Amérique centrale;
- s'il augmente substantiellement son aide économique au Nicaragua et s'il suspend son aide bilatérale (i.e. de gouvernement à gouvernement) au El Salvador et au Guatemala, l'acheminant plutôt via des organisations non gouvernementales indépendantes de l'armée et du gouvernement.

Mais là également, l'expérience nous enseigne qu'il ne faut pas faire totalement confiance à «nos» dirigeants. C'est le mouvement ouvrier, populaire, le mouvement de solidarité qui, par ses pressions politiques, forcera le gouvernement canadien à travailler activement pour la paix en Amérique centrale.

1. Il s'agit du Front démocratique révolutionnaire et du Front Farabundo Marti pour la libération nationale.
2. CISO, «Plan de Paix: espoir et progrès en Amérique centrale» in **Solidarité**, vol 10, no 1.
3. L'auteur remercie Pierre Beaucage, professeur d'anthropologie à l'Université de Montréal, de lui avoir communiqué une étude intitulée «Amérique centrale: sortir de l'impasse», étude dont elle s'inspire largement dans cet article.
4. Service de nouvelles du El Salvador, no 96.

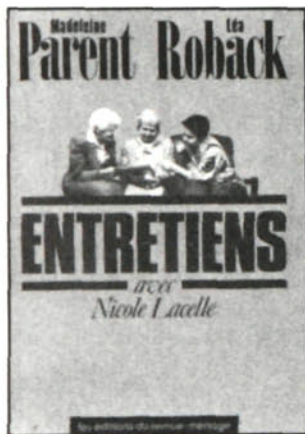
Lorraine Guay est membre du Réseau québécois de solidarité avec l'Amérique centrale. Elle est aussi membre du comité de rédaction de **Vie Ouvrière**.



par HENRI LAMOUREUX

Deux femmes libres

Nicole Lacelle, **Entretiens avec Madeleine Parent et Léa Roback**, Montréal, les Editions du Remue-Ménage, 1988, 181 pages et photos d'époque.



Nicole Lacelle nous rend un fier service en publiant ces entretiens avec deux femmes remarquables: Madeleine Parent et Léa Roback.

Chacune à leur manière, ces deux militantes ont, tant au plan syndical et politique qu'en lien avec le mouvement populaire, marqué leur époque d'une façon signifiante et durable.

Pourchassées par les réactionnaires, emprisonnées, dénoncées comme représentantes de «l'empire du mal», ces deux femmes courageuses ont traversé des «temps durs sans jamais avoir les idées molles». Elles ont résisté au découragement, à la facilité, au confort des sinécures.

Intransigeantes quant au caractère non négociable et non réductible de la liberté, respectueuses du cheminement démocratique des personnes, des groupes et des sociétés, elles sont devenues pour plusieurs femmes et hommes des générations d'après-guerre, des «personnalités exemplaires». Combien de bureaucrates, de clercs, de politiciens et politiciennes, de chefs d'entreprises pourront, au crépuscule de leur existence, laisser un bilan de vie aussi imposant, aussi stimulant pour celles et ceux qui doivent assurer la relève?

La publication de ces **Entretiens** constitue un précieux tonique en cette période difficile pour l'action militante. Qu'il nous soit permis de souhaiter qu'un nombre important de militantes et militants des syndicats et des mouvements sociaux liront le livre de Nicole Lacelle.

Qu'il nous soit aussi permis de dire à Madeleine et Léa qu'elles n'ont pas oeuvré en vain. Les idéaux de justice sociale, de liberté et de solidarité pour lesquels elles se sont battues — et continuent de le faire — sont encore bien vivants. Tant qu'il y aura des personnes comme elles, l'espoir continuera de fleurir dans le coeur des femmes et des hommes.

Un homme libre

Marcel Pepin, **Le nécessaire combat syndical**, Montréal, ACFAS, 1988, 381 p.

Marcel Pepin est une autre personnalité dominante de notre société. Même si son itinéraire est un peu différent de celui de Madeleine Parent et Léa Roback, il n'en demeure pas moins une figure de proue du Québec moderne.

Successivement secrétaire puis président de la CSN alors que cette Centrale était le moteur du progrès social, président de la Confédération mondiale du Travail, socialiste et remarquable pédagogue, l'auteur de **Le nécessaire combat syndical** est un homme de continuité, un tenace. Les mollesques le qualifieraient volontiers de «pitt bull».

Marcel Pépin a, au cours d'une carrière qui est loin d'être terminée, produit quelques-uns des documents les plus inspirants en matière de syndicalisme et d'action politique.

Mieux, il n'a jamais compté son temps lorsqu'il s'agissait de passer de la réflexion à l'action.

La publication d'un livre comme **Le nécessaire combat syndical** constitue un événement qu'il nous semble important de souligner. On retrouve dans cet ouvrage quelques-uns des textes majeurs de Marcel Pépin tels: **Une société bâtie pour l'homme**, **Le deuxième front**, **Lettre aux militants**,

Un camp de la liberté, Pour vaincre, Vivre à notre goût et Prenons le pouvoir. Ces textes sont complétés par un court essai original titré: **Les syndicats, un contre-pouvoir nécessaire**. Une relecture de ces écrits rappelle leur caractère d'actualité et démontre l'urgence d'agir.

Marcel Pepin est sans doute un des plus grands syndicalistes québécois. Il est aussi un intellectuel profondément impliqué dans le combat pour la justice sociale.

Son livre nous invite à l'engagement, à la persévérance, à la ténacité dans nos luttes. Ce n'est là qu'une partie de son intérêt.

Livres reçus

Frédéric Lesemann, **La politique sociale américaine**, essai, Montréal, Editions Saint-Martin, 1988, 192 p.

Philippe Norel, Eric Saint-Alary, **L'endettement du Tiers-Monde**, essai, Montréal, Syros/Editions Saint-Martin, 1988, 159 p.

Denis Fortin, **Riches contre pauvres: deux poids, deux mesures**, essai, Québec, Les Editions autogestionnaires, 233 p.

Georges-Emile Lapalme, préface de Claude Corbo, **Pour une politique: le programme de la révolution tranquille**, Montréal, VLB éditeur, 1988, 348 p.

Henri Lamoureux est écrivain et éthicien.

L'école privée est-elle d'intérêt public?

Les présentes données sur l'école privée, colligées et analysées par Jocelyn Berthelot, chercheur à la CEO, révèlent une situation inquiétante à plus d'un titre. On assiste, depuis le milieu des années soixante-dix, à une reprivatisation de l'éducation au Québec: l'État finance de plus en plus généreusement un réseau privé qui s'enracine et affronte les grandes orientations données par la société québécoise à son système d'éducation depuis la Révolution tranquille.

Cela soulève des questions majeures pour l'avenir de notre société.

Bon de commande

S.V.P. me faire parvenir copie de *L'école privée est-elle d'intérêt public?* au coût de 5,00 \$ l'unité. Ci-joint _____ \$.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Centre de documentation

Centrale de l'enseignement du Québec
2336, chemin Ste-Foy, C.P. 5800
Sainte-Foy GIV 4E5



Centrale
de l'enseignement
du Québec

LE FONDS

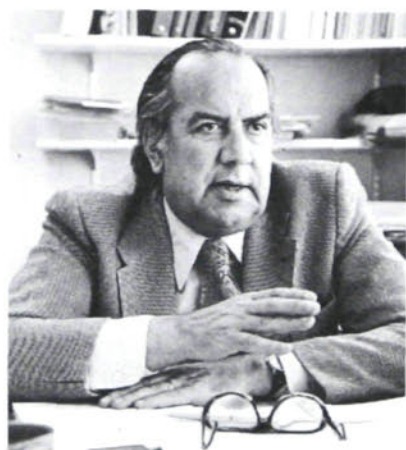
DE SOLIDARITÉ DES TRAVAILLEURS DU QUÉBEC (FTQ)



LE FONDS *Créateur* D'EMPLOIS

Montréal (514) 285-6400 / Québec (418) 622-3258 / Sans frais 1-800-361-7111

Campagne de promotion 1988



«Si on perdait Vie Ouvrière, on perdrait quelque chose d'important. Ça vaut la peine que nous fassions cet effort collectif et individuel de nous abonner... pour dire non, il ne faut pas que ça arrête».

(Marcel Pepin, allocution faite le 1er mars, lors du lancement de la campagne de promotion.)



**PARTOUT
AU
QUÉBEC**

CHICOUTIMI
(Saguenay Lac St-Jean)
73, rue Arthur Hamel sud
Chicoutimi G7H 3M9
(418) 549-9320

CHANDLER
(Gaspésie-Île de la Mad.)
165, rue Commerciale ouest
Chandler G0C 1K0
(418) 689-2294

DRUMMONDVILLE
451, rue Notre-Dame
Drummondville J2B 2K9
(819) 478-8158

GRANBY
371, rue St-Jacques
Granby J2G 3N5
(514) 372-6830

HAUTERIVE
(Côte Nord)
999, rue Comtois
Haute-riève G5C 2A5
(418) 589-2069 589-2608

HULL
(Outaouais)
258, boul. St-Joseph
Hull J8Y 3X8
(819) 771-7447
771-7450

JOLIETTE
(Lanaudière)
190, rue Montcalm
Joliette J6E 5G4
(514) 769-0762

MONTREAL
1601, rue Delormier
Montreal, H2K 4M5
(514) 598-2021

QUEBEC
155, boul. Charest est
Quebec G1K 3G6
(418) 647-5700

RIMOUSKI
(Bas St-Laurent)
124, rue Ste-Marie
Rimouski G5L 4E3
(418) 723-7811

SEPT-ÎLES
619, rue Brochu
Sept-Îles G4R 2X7
(418) 962-5571

SHAWINIGAN
442, rue Willow
Shawinigan G9N 6T8
(819) 536-4433

SHERBROOKE
180, rue Acadie
Sherbrooke J1H 2T3
(819) 563-6515

SOREL
900, rue de l'Église
Tracy J3R 3R9
(514) 743-5502

ST-HYACINTHE
(Richelieu-Yamaska)
2425, rue Dessaulles
St-Hyacinthe J2S 2V2
(514) 438-4196

ST-JÉRÔME
(Laurentides)
289, rue de Villemure 2e étage
St-Jérôme J7Z 5J5
(514) 438-4196

ST-JEAN
(Haut-Richelieu)
180, rue Notre-Dame
St-Jean sur Richelieu
J3B 6N2
(514) 348-4965

TROIS-RIVIÈRES
550, rue St-Georges
Trois-Rivières G9A 2K8
(819) 378-5419

THETFORD MINES
908, rue Labbe
Thetford G6G 2A8
(418) 338-3159

VAL D'OR
(Nord-Ouest québécois)
400, rue des Distributeurs
C.P. 1390
Val d'Or J9P 4P8
(819) 825-6137

VALLEYFIELD
(Sud-Ouest québécois)
412, boul. du Havre
Valleyfield J6S 1T2
(514) 371-555

VICTORIAVILLE
100, boul. Jutras est
Victoriaville G6P 4L5
(819) 758-6241

LANORAIE
38, rue Notre-Dame
Lanoraie J0K 1E0
(514) 887-2336